



CHAIRE DE RECHERCHE DU CANADA

**APPROCHES COMMUNAUTAIRES
ET INÉGALITÉS DE SANTÉ**

La production des effets de l'action intersectorielle locale dans les milieux de vie

*Le cas de la desserte des commerces
alimentaires en transport en commun de la
Table Action-Gardien*

Rapport de recherche 2022

Catherine Chabot, Angèle Bilodeau, Nadine Martin Louise Potvin



Secrétariat | Centre de recherche en santé publique
Pavillon 7101 avenue du Parc (Université de Montréal)
CP 6128, Succursale Centre-ville
Montréal QC H3C 3J7
Téléphone : 514 343-6185
cresp.ca

Le CReSP est issu d'un partenariat

Université 
de Montréal

Centre intégré
universitaire de santé
et de services sociaux
du Centre-Sud-
de-l'Île-de-Montréal
Québec 

MISSIONS

La **Chaire de recherche du Canada Approches communautaires et inégalités de santé (CACIS)** a pour mission d'éclairer et d'accompagner les pratiques en faveur de l'équité en santé. Chercheurs et partenaires se sont dotés d'un Cadre de partenariat pour développer et réaliser des recherches avec la population touchée par ces inégalités et les personnes impliquées dans le développement social. Elle contribue à la formation de jeunes chercheurs, soutient l'élaboration de projets de recherche et anime des activités d'échanges de connaissances avec les milieux de pratique.



Le **Centre de recherche en santé publique (CReSP)** est l'un des nouveaux centres financés par le Fonds de recherche du Québec – Santé (FRQS) lors de l'expansion du programme de centre en 2019. Issu d'un partenariat entre le CIUSSS du Centre-Sud-de-l'Île-de-Montréal (CCSMTL) et l'Université de Montréal, le CReSP est d'ailleurs la première et la seule infrastructure majeure de recherche québécoise entièrement dédiée à la santé publique et opérant dans le cadre de liens structurels privilégiés avec un établissement responsable de la santé d'une population, le CCSMTL.

Le CReSP promeut la collaboration entre les milieux de recherche et de pratique par sa proximité avec la Direction régionale de santé publique (DRSP) et ses partenariats avec l'Institut national de santé publique du Québec (INSPQ), l'Institut national d'excellence en santé et en services sociaux (INESSS) et l'Agence de la santé publique du Canada (ASPC).

Le CReSP est un milieu de recherche et de formation unique. En effet, ce dernier compte **plus de 50** membres chercheurs réguliers et des experts utilisateurs de connaissances provenant d'organisations partenaires. Les chercheurs du Centre de recherche en santé publique sont issus de six facultés de l'Université de Montréal en plus de Polytechnique de Montréal.

Une réalisation de la Chaire de recherche du Canada Approches communautaires et inégalités de santé.
7101, avenue du Parc,
Montréal, Québec H3N 1X9
<http://chairecacis.org/>

ÉQUIPE DE RECHERCHE

Louise Potvin, Ph.D., professeure titulaire, École de santé publique de l'Université de Montréal, chercheuse principale.

Angèle Bilodeau, Ph.D., professeure-chercheuse titulaire, École de santé publique de l'Université de Montréal, co-chercheuse principale.

Nadine Martin, Ph.D., coordonnatrice du projet de recherche, Centre de recherche en santé publique, Université de Montréal et CIUSSS du Centre-Sud-de-l'Île-de-Montréal.

Catherine Chabot, M.Sc., professionnelle de recherche, Centre de recherche en santé publique, Université de Montréal et CIUSSS du Centre-Sud-de-l'Île-de-Montréal.

TABLE DE QUARTIER – Action-Gardien

La Table de quartier, ses différentes concertations et ses partenaires ont généreusement donné de leur temps à la réalisation de cette recherche. En particulier, **Karine Triollet**, coordonnatrice, la chargée de projet sécurité alimentaire ainsi que les membres de l'Opération populaire d'aménagement. Nous les en remercions chaleureusement.

Comité de pilotage

Le comité de pilotage a agi en soutien à la réalisation de la recherche. Outre les chercheurs et professionnelles de recherche, il réunit les partenaires de *l'Initiative montréalaise de soutien au développement social local*, soit : **Yves Bellavance**, coordonnateur, Coalition montréalaise des Tables de quartier (CMTQ); **Marie-Martine Fortier**, conseillère en promotion de la santé, **Jean-François Labadie**, chef de service Gouvernance, partenariats, recherche et transfert des connaissances, **Stéphanie Mauro**, agente de planification, de programmation et de recherche et **Véronique Duclos**, chef de service Environnement urbain et saines habitudes de vie, Direction de la santé publique de Montréal, CIUSSS du Centre-Sud-de l'Île-de-Montréal; **Chantal Croze**, **Audrey Bady** et **Jocelyne Lebrun**, conseillères en développement communautaire, Division de la diversité sociale, Ville de Montréal ainsi que **Stéphanie Mauro**, conseillère en planification, Service de la diversité et de l'inclusion sociale - Division de la lutte contre la pauvreté et l'itinérance, Ville de Montréal; **Denis Sauvé**, conseiller en développement-relation avec les milieux, Centraide du Grand-Montréal, **Vanessa Kanga** et **Lina Demnati**, conseillères en planification et développement, Centraide du Grand-Montréal; **François Bergeron** et **Laurie Pabion**, directeur/trice de la Corporation de développement communautaire Centre-Sud; **France Émond**, **Jean Panet-Raymond** et **Vanessa Sykes Tremblay**, direction générale de Vivre Saint-Michel en santé; **Karine Triollet**, coordonnatrice de la Table Action-Gardien. **Denis Bourque**, professeur, Département de travail social et des sciences sociales, Université du Québec en Outaouais, a agi comme co-chercheur et a contribué à enrichir les réflexions et analyses par sa vaste expertise des partenariats intersectoriels.

REMERCIEMENTS

Cette recherche a bénéficié du soutien financier de l'Institut de la santé publique et des populations des Instituts de recherche en santé du Canada—Subvention Projet 2017-2020 (PJT-153093). La Chaire CACIS bénéficie du financement des Instituts de recherche en santé du Canada (950-232541).

© Chaire de recherche du Canada Approches communautaires et inégalités de santé (2022).

Tous droits réservés.

ISBN 978-2-9811747-5-8 (version PDF)

Dépôt légal - Bibliothèque et Archives nationales du Québec, 2022.

TABLE DES MATIERES

MISSIONS	- 1 -
LISTE DES FIGURES	II
LISTE DES ENCADRÉS	II
LISTE DES TABLEAUX.....	II
LISTE DES ORGANISMES.....	III
INTRODUCTION.....	4
RÉSUMÉ DU CAS DESSERTE DES COMMERCE ALIMENTAIRES EN TRANSPORT EN COMMUN	5
PARTIE I – PRÉSENTATION DE LA RECHERCHE	- 1 -
1 – CONTEXTE DE LA RECHERCHE.....	- 1 -
2 – BUT DE LA RECHERCHE.....	- 3 -
3 – INSTRUMENTS DE RECHERCHE.....	- 3 -
3.1 – <i>Fondement théorique</i>	- 3 -
3.2 – <i>Méthodologie</i>	- 5 -
4 – RÉSULTATS GÉNÉRAUX DE LA RECHERCHE.....	- 6 -
PARTIE II – LES RÉSULTATS DE L'ÉTUDE DE CAS DESSERTE DES COMMERCE ALIMENTAIRES EN TRANSPORT EN COMMUN	- 11 -
5 – CONTEXTE DU RÉSEAU À L'ÉTUDE.....	- 11 -
6 – LA DÉMARCHÉ DU PROJET	- 14 -
6.1 – <i>2007-2008</i>	- 14 -
6.2 – <i>2009</i>	- 16 -
<i>Encadré 1 : Mise en contexte de la révision de la desserte envisagée par la STM</i>	- 18 -
6.3 – <i>2010</i>	- 23 -
6.4 – <i>2011</i>	- 28 -
6.5 – <i>2012</i>	- 33 -
6.6 – <i>Post mise en service</i>	- 34 -
7 – EFFETS DES DÉMARCHES	- 38 -
8 – ANALYSE DES RÉSULTATS TRANSITOIRES	- 39 -
9 – CONCLUSION	- 41 -
BIBLIOGRAPHIE	- 42 -
ANNEXE 1 – CUEILLETTE DE DONNÉES	- 48 -
ANNEXE 2 – CARTOGRAPHIE DES ACTEURS	- 49 -
ANNEXE 3 – LIGNES DU TEMPS DU PROJET	- 50 -



LISTE DES FIGURES

FIGURE 2 CHAÎNE DES RÉSULTATS TRANSITOIRES MARQUANTS.....	7
FIGURE 2 L'INITIATIVE MONTRÉLAISE DE SOUTIEN AU DÉVELOPPEMENT SOCIAL LOCAL ET LES TABLES DE QUARTIER À MONTRÉAL	- 2 -
FIGURE 3 MODÉLISATION D'UN SYSTÈME D'ACTION COMPLEXE AVEC LES CONCEPTS DE LA THÉORIE DE L'ACTEUR RÉSEAU	- 5 -
FIGURE 4 DOUZE RÉSULTATS TRANSITOIRES GÉNÉRIQUES COMPOSANT TROIS FONCTIONS ESSENTIELLES DES RÉSEAUX DANS LA PRODUCTION DU CHANGEMENT.....	- 8 -
FIGURE 5 TRACÉS DES LIGNES D'AUTOBUS DESSERVANT LE QUARTIER DE POINTE-SAINT-CHARLES.....	- 12 -
FIGURE 6 INDICE D'ACCESSIBILITÉ AUX FRUITS ET LÉGUMES (ZONES ROUGES INDIQUENT UN FAIBLE ACCÈS)	- 13 -
FIGURE 7 LOCALISATION DES MARCHÉS D'ALIMENTATION À GRANDE SURFACE ET DE LEUR ACCESSIBILITÉ DANS UN RAYON DE 500 M.....	- 19 -

LISTE DES ENCADRÉS

ENCADRÉ 1 QU'EST-CE QUE L'ACTION INTERSECTORIELLE?.....	- 1 -
ENCADRÉ 2 – DOUZE RÉSULTATS TRANSITOIRES GÉNÉRIQUES DANS LE PROCESSUS DE PRODUCTION DES EFFETS DE L'ACTION INTERSECTORIELLE LOCALE.....	- 9 -

LISTE DES TABLEAUX

TABEAU 1 NOMBRE D'ÉVÉNEMENTS, DE RT ET ISSUE DU PROCESSUS POUR CHACUN DES HUIT CAS.....	- 7 -
TABEAU 2 CHAÎNE DE RÉSULTATS TRANSITOIRES 2007-2008	- 15 -
TABEAU 3 CHAÎNE DE RÉSULTATS TRANSITOIRES 2009.....	- 21 -
TABEAU 4 CHAÎNE DE RÉSULTATS TRANSITOIRES 2010.....	- 27 -
TABEAU 5 CHAÎNE DE RÉSULTATS TRANSITOIRES 2011.....	- 31 -
TABEAU 6 CHAÎNE DE RÉSULTATS TRANSITOIRES 2012.....	- 33 -
TABEAU 7 CHAÎNE DE RÉSULTATS TRANSITOIRES POST MISE EN SERVICE	- 36 -
TABEAU 8 RÉSULTATS TRANSITOIRES LES PLUS FRÉQUENTS	- 39 -
TABEAU 9 FRÉQUENCE D'APPARITION DES DIFFÉRENTS RÉSULTATS TRANSITOIRES	- 40 -
TABEAU 9 TYPES ET DISTRIBUTION DES SOURCES POUR LE CAS DESSERTE DES COMMERCE ALIMENTAIRES EN TRANSPORT EN COMMUN. -	48 -



LISTE DES ORGANISMES

Arrondissement du Sud-Ouest

L'un des 19 arrondissements de la Ville de Montréal et dont le quartier Pointe-Saint-Charles (PSC) fait partie.

Comité sécurité alimentaire

Comité de travail de la table Action-Gardien, mis en place en 2008, qui vise à améliorer l'accès aux aliments et l'autonomie alimentaire notamment en offrant des services adaptés aux besoins locaux.

Direction de santé publique de Montréal (DSP)

Instance publique du réseau en santé et des services sociaux qui organise les activités de santé publique au niveau régional. Elle offre notamment des programmes de financement pour des projets locaux.

Opération populaire d'aménagement

Comité de citoyens soutenu par Action-Gardien mis en place en 2006 suite à l'Opération populaire d'aménagement de 2004 afin d'en assurer le suivi. Il fait partie de la structure de travail des dossiers et des priorités de la table. Ce comité dispose d'un canal de communication avec l'arrondissement, soit un comité de suivi composé d'élus et de fonctionnaires (directeurs de service) qui se rencontre quelques fois par année.

Société de transport de Montréal (STM)

Entreprise publique qui opère le réseau de transport en commun central de l'agglomération de Montréal.

Table Action-Gardien (AG)

Mécanisme de concertation locale intersectorielle et multiréseaux du quartier Pointe-Saint-Charles.



INTRODUCTION

La présente recherche documente la production des effets de l'action intersectorielle locale dans les milieux de vie. Elle répond à deux questions : Quels sont ces effets? Comment les effets observés sont-ils produits et peuvent-ils être attribués à l'action intersectorielle? L'action intersectorielle locale étudiée est celle animée, sur une base continue, par les Tables de quartier à Montréal. Au-delà de quelques études ayant porté, pour certaines Tables, sur les processus et, pour d'autres, sur les effets de la concertation, peu d'écrits mettent en lumière par quels processus l'action intersectorielle locale entraînent des résultats tangibles dans les milieux de vie.

Une première phase de recherche a permis de comprendre ces mécanismes et de documenter la production des effets de l'action collective portée par trois Tables de quartier, soit la Table de quartier Hochelaga-Maisonneuve, la Table de quartier Centre-Sud et la Table de développement social de Pointe-aux-Trembles (Galarneau, Bilodeau, Boucher, Lefebvre et Potvin, 2017; Galarneau, Bilodeau, Chabot, Lefebvre et Potvin, 2017; Lefebvre, Bilodeau, Galarneau et Potvin, 2017). Le but de la présente recherche était de valider la théorie sur l'action intersectorielle locale développée dans la première phase, soit un répertoire de 12 résultats transitoires qui ponctuent la progression de l'action jusqu'à ses effets (présenté dans Bilodeau, Lefebvre, Galarneau et Potvin, 2018), et d'identifier des régularités dans les différents enchaînements de ces résultats. L'étude d'un plus grand nombre et d'une plus grande variété de cas devait permettre d'effectuer la validation des connaissances issues de la première étude.

Cette recherche a porté sur huit cas répartis dans deux Tables de quartier volontaires. Ce rapport porte sur la Table Action-Gardien. La seconde Table de quartier participante est Vivre Saint-Michel en santé. La Table de développement social Centre-Sud participa également au comité de pilotage de la recherche. Dans le cas de la Table Action-Gardien, **deux** projets menés de manière concertée ont été étudiés; ce rapport présente le projet *desserte des commerces alimentaires en transport en commun*. Il est composé de deux parties. La **PARTIE I** présente la recherche, sa méthodologie et les résultats généraux ayant été tirés de l'analyse des cas étudiés. La **PARTIE II** présente sommairement le contexte dans lequel s'insère le projet étudié, ses objectifs et les résultats de l'étude du cas. Une **CONCLUSION** porte à l'attention du lecteur les points saillants des résultats et leur portée.



RÉSUMÉ DU CAS DESSERTE DES COMMERCE ALIMENTAIRES EN TRANSPORT EN COMMUN

Ce cas s'intéresse à un réseau de la Table Action-Gardien qui a allié les thématiques du transport en commun et de l'alimentation dans le but d'améliorer la desserte en autobus vers des commerces en alimentation situés en périphérie du quartier. Le réseau local a réussi à obtenir des résultats significatifs en 4 ans de démarches concertées (2008-2012), en se basant sur des besoins identifiés par les citoyens dès 2004 lors des Opérations populaires d'aménagement. Quarante-et-un (41) résultats transitoires furent identifiés, dont les plus marquants sont rapportés ci-dessous (**en gras**).

Le réseau à l'étude se mit en action suite à la modification d'un programme de soutien d'initiatives en alimentation (**RT 1-Création/construction continue des réseaux sociotechniques** : nouveaux paramètres de programme). Le réseau local concerté autour de cette thématique subit alors une transformation et une intégration au sein de la Table Action-Gardien (**RT 1-Création/construction continue des réseaux sociotechniques** : restructuration et création du comité sécurité alimentaire). Ce changement marqua aussi un renouveau dans l'action en sécurité alimentaire par l'intégration de l'alimentation aux autres préoccupations du plan de travail de la Table. Le projet déposé pour obtenir le financement du programme de soutien commença alors à allier transport et alimentation (**RT 4-Production d'intermédiaires** : projet « Manger, un plaisir durable »).

Deux lignes d'action évoluèrent parallèlement par la suite et s'alimentèrent l'une l'autre telles des boucles communicantes :

1. D'un côté, le comité en sécurité alimentaire construisit la problématisation autour de ces 2 thématiques, intégrant de nouvelles informations en consultant les organismes locaux (RT 1), en effectuant des analyses (**RT 1 et RT 4-Production d'intermédiaires** : analyses des ressources, de la desserte en transport en commun, de l'offre et du prix de fruits et légumes) et en consultant les citoyens (**RT 8-Solidification des porte-parole et des intermédiaires** : Forum La Pointe en Bouche et sondage).
2. D'un autre côté, la prise de connaissance (**RT 1**) d'un processus de révision de la desserte en cours à la STM força le comité à effectuer diverses actions de représentation (RT 7-Représentation par des porte-parole) auprès du transporteur et des pouvoirs municipaux afin que le milieu communautaire soit inclus dans cette démarche. Les connaissances développées et les rapports produits dans la construction de la problématique nourrissent directement ces représentations (RT 5-Placement d'intermédiaires). Divers alignements d'intérêts (RT 9a-Alignement d'intérêt-Déplacement d'acteurs) avec des politiciens ou d'autres groupes permirent aussi d'augmenter la pression auprès du transporteur public. Des élections municipales amenèrent aussi un nouveau parti au pouvoir, plus à l'écoute des besoins citoyens (**RT 1**).



Afin d'augmenter l'impact, un rapprochement s'effectua aussi avec l'OPA (Opération populaire d'aménagement) (RT 11a-Solidification/extension des réseaux et des projets qu'ils portent), utilisant ainsi ses canaux de communication au sein de l'arrondissement. À la fin du cycle de problématisation, l'OPA prit d'ailleurs le relais à la tête des représentations (**RT 1**).

À force de représentations, l'OPA obtint une rencontre avec la STM et l'arrondissement, qui permit de constater un certain alignement de la proposition de révision de la desserte avec les besoins identifiés par le milieu (**RT 9a**).

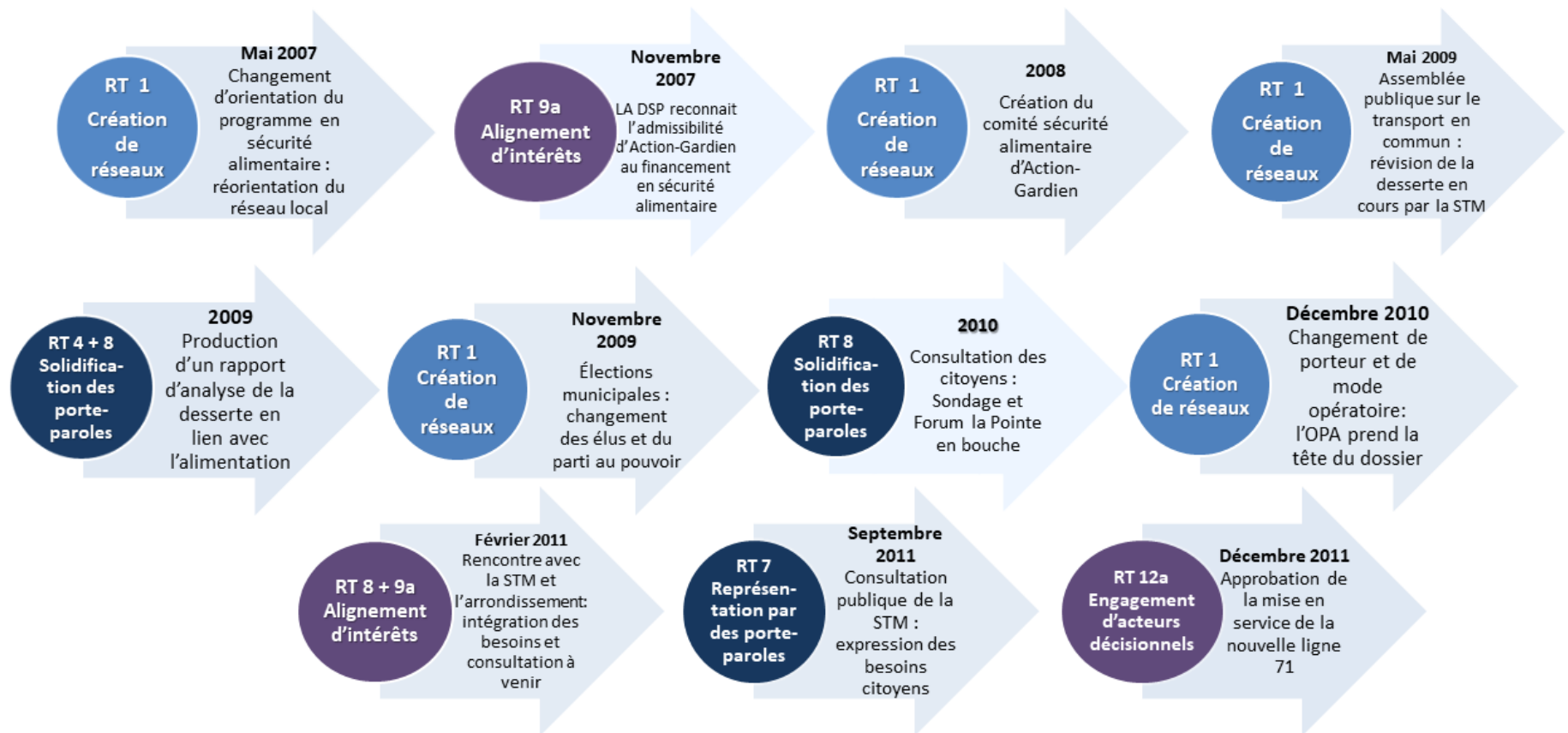
Une nouvelle boucle de représentations (RT 7+ RT 9a) s'enclencha alors afin de s'assurer que la STM soumette cette proposition à la population lors d'une consultation publique. L'OPA poursuit ses efforts de consultation de la population (RT 8), ce qui nourrit ses représentations.

Malgré des retards, la consultation publique eut finalement lieu, permettant aux citoyens de s'exprimer directement sur la proposition (**RT 7**). Quelques mois plus tard, la STM approuva officiellement la nouvelle ligne (**RT 12a-Engagement des acteurs décisionnels dans la réalisation du changement**), qui fut mise en service dans les semaines suivantes (**Effet**). Cette nouvelle ligne a pour effet d'améliorer l'accès à des commerces en alimentation, particulièrement pour les résidents du sud du quartier, secteur identifié comme un désert alimentaire.

Toutefois, le milieu souhaitant améliorer la desserte de certains lieux et l'adéquation des différentes lignes, un autre cycle de consultation des citoyens (RT 8 + RT 4) et de représentation (RT 7 + RT 5) s'enclencha, avec des actions plus distancées. Une bonification du service survint quelques années plus tard. La concertation continue toujours sa vigilance et ses revendications d'amélioration, même encore aujourd'hui.



Figure 1 Chaîne des résultats transitoires marquants



PARTIE I – PRÉSENTATION DE LA RECHERCHE

1 – CONTEXTE DE LA RECHERCHE

L'action intersectorielle locale figure parmi les stratégies préconisées pour améliorer les conditions de vie locales afin de réduire les inégalités sociales et de santé. Depuis la *Charte d'Ottawa pour la promotion de la santé* (OMS 1986), l'action intersectorielle est promue comme une importante stratégie pour la création d'environnements favorables à la santé (voir l'Encadré 1 pour une définition sommaire de l'action intersectorielle). En 2009, dans son rapport phare *Comblant le fossé en une génération*, la Commission des déterminants sociaux de la santé de l'OMS (2009) établit deux recommandations pour réduire les inégalités sociales et leurs conséquences, soit 1) lutter contre les inégalités dans la répartition du pouvoir, de l'argent et des ressources et mettre en place des politiques publiques qui favorisent l'équité; 2) améliorer les conditions de vie locales des populations. Cette deuxième recommandation reconnaît ainsi que la santé se construit là où les gens vivent leur quotidien, à même les ressources disponibles et accessibles pour eux (Duff, 2011; Krieger, 2008; Macintyre, 2000; Sooman et Macintyre, 1995). En conséquence, accroître la disponibilité et l'accessibilité locale à des ressources de qualité est une stratégie clé pour réduire les inégalités sociales et de santé (Baum, 2007; Frohlich et Poland, 2007). Cependant, les interventions ciblant ces ressources sont complexes du fait qu'elles impliquent des réseaux d'acteurs intersectoriels et qu'elles sont multiples puisqu'adaptées à leurs contextes (Bourque, 2008; Divay, Belley et Prémont, 2013; Poland et Dooris, 2010; Poland, Frohlich et Cargo, 2008; Potvin et Aumaitre, 2010).

Encadré 1 Qu'est-ce que l'action intersectorielle?

C'est une relation délibérée parmi des acteurs de divers horizons visant à créer des interdépendances entre des interventions sectorielles, ou en faveur de nouvelles interventions plus globales, en vue d'atteindre des buts communs. Au palier local, l'action intersectorielle se déploie le plus souvent selon une approche communautaire ou territoriale et mobilise une large étendue d'acteurs. L'intersectoriel peut être compris comme les relations entre les différents secteurs de l'action publique. Il peut aussi englober les relations entre les trois grands secteurs de la société, soit l'État et les organismes publics, le marché, la société civile, ainsi que des secteurs hybrides telle que la philanthropie qui métisse des caractéristiques du privé, du public ou de la société civile. Enfin, l'intersectorialité concerne l'interdépendance entre les secteurs aux différents paliers (local, régional, central) et tant sur les axes horizontal et vertical.

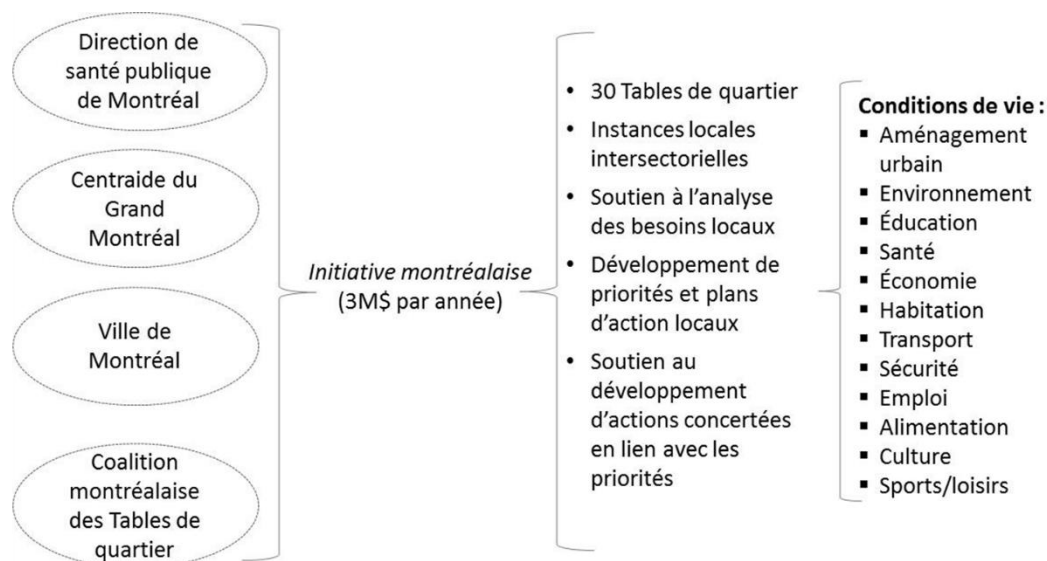
(Brandsen et Karré, 2011; Divay et al., 2013; Chircop et al., 2015).



À Montréal, l'action intersectorielle locale s'organise autour de 30 Tables de quartier en développement social. Ces Tables, dont certaines ont plus de trente ans, sont des dispositifs de concertation structurés et permanents qui rassemblent les principaux acteurs d'un quartier (institutionnels, associatifs, politiques, privés ainsi que des citoyens). Elles se donnent une vision commune des enjeux à partir d'un portrait du quartier et d'un diagnostic dans divers domaines du développement social (ex. : alimentation, déplacement, etc.). Elles définissent des priorités d'action locale, des plans d'action et elles suscitent ou coordonnent des actions ayant un impact sur la qualité et les conditions de vie des citoyens.

Ces Tables sont les mandataires de *l'Initiative montréalaise* de soutien au développement social local (Comité de pilotage, 2015), un programme en opération depuis 1997¹ qui allie trois bailleurs de fonds régionaux (Centraide du Grand Montréal, Ville de Montréal, Direction de santé publique de Montréal) et la Coalition montréalaise des Tables de quartier qui regroupe les 30 Tables. À la différence d'autres programmes, *l'Initiative montréalaise* soutient l'action locale concertée sur une base territoriale, plutôt que thématique (par ex. : la sécurité alimentaire) ou populationnelle (par ex. : la petite enfance). En outre, elle finance un processus plutôt que des résultats programmés, laissant le soin au milieu de problématiser et de prioriser l'action collective locale à entreprendre. La Figure 2 présente à grands traits *l'Initiative montréalaise* et les Tables de quartier à Montréal.

Figure 2 L'Initiative montréalaise de soutien au développement social local et les Tables de quartier à Montréal



¹ Formalisée une première fois en 1997 sous le titre de *Programme de soutien au développement social local*, elle s'est consolidée en 2006 par l'adoption de son premier cadre de référence sous le titre de *l'Initiative montréalaise de soutien au développement social local*.



2 – BUT DE LA RECHERCHE

Malgré la pertinence de l'action intersectorielle, peu de recherches en documentent les effets et encore moins font le lien entre ses processus et ses effets. En outre, de plus en plus de décideurs et de praticiens sont intéressés à comprendre les mécanismes par lesquels l'action intersectorielle produit ses effets. Une première phase de recherche a permis de comprendre ces mécanismes et de documenter la production des effets de l'action collective portée par les Tables de quartier, soit ce que font leurs acteurs pour produire des effets en termes de transformations concrètes dans les milieux de vie (Galarneau, Bilodeau, Boucher, et al., 2017; Galarneau, Bilodeau, Chabot, et al., 2017; Lefebvre et al., 2017). Le but de la présente recherche était de valider la théorie sur l'action intersectorielle locale développée dans la première phase, soit un répertoire de 12 résultats transitoires qui ponctuent la progression de l'action jusqu'à ses effets (voir la section Résultats généraux de la recherche), et d'identifier des régularités dans les différents enchaînements de ces résultats.

3 – INSTRUMENTS DE RECHERCHE

3.1 – Fondement théorique

Les Tables de quartier sont des systèmes d'action complexes. Ce sont des réseaux d'acteurs qui opèrent des processus de changement en vertu de l'atteinte de finalités, dans leurs contextes et dans le temps (voir Figure 3). Pour étudier l'action intersectorielle des Tables de quartier, nous avons recours à la théorie de l'Acteur-Réseau, une théorie sociale apte à capturer cette réalité.

La théorie de l'Acteur-Réseau (Latour, 2006) est une théorie sociale sur la manière dont se construisent et opèrent les actions portées par des réseaux d'acteurs. Cette théorie est reconnue comme un puissant outil d'analyse des interventions en ce qu'elle permet d'en tracer la genèse comme un processus d'assemblage d'entités humaines (acteurs sociaux tels que des organisations, des institutions, des citoyens, etc.) et non humaines (savoirs spécialisés, ressources matérielles et financières, lois et politiques publiques, programmes, rapports, etc.) et de comprendre les processus par lesquels de tels **réseaux sociotechniques** parviennent à produire du changement (Bilodeau et Potvin, 2018). Ces entités sont connectées par un travail incessant de **traduction** (médiation) qui fait converger les acteurs vers des problématisations communes, négocier des intérêts partagés (intéressement), s'engager dans de nouveaux rôles (enrôlement) et mobiliser une masse critique d'acteurs (mobilisation) pour mettre en mouvement des projets communs. Ce qui implique des **déplacements** (changements de positions et de rôles) chez les acteurs. C'est par la création, la reconfiguration et l'extension des réseaux sociotechniques (apport de nouveaux acteurs, savoirs et biens) que se construisent des solutions nouvelles devant répondre à des situations jugées problématiques (Akrich, Callon et Latour, 2006; Callon, 1984). Pour opérer et entraîner des résultats, les collectifs d'action doivent constamment être faits et refaits, et leur cohésion maintenue par des efforts d'intéressement et d'enrôlement et par des instruments et des pratiques capables de soutenir la stabilisation, l'extension et la durée des réseaux. Se doter de structures et de règles permettant d'assurer la



participation des parties concernées, la légitimité de leurs porte-parole, et de réguler le processus décisionnel collectif fait partie de ces instruments et pratiques.

Pour que de tels systèmes d'action produisent des réponses adéquates, il importe que de nouveaux rôles soient acceptés par les acteurs engagés. Ces déplacements d'acteurs peuvent soulever des controverses. La **controverse** est la confrontation de visions différentes portées par les acteurs sur une situation, liées à leurs identités et à leurs rôles, à leurs intérêts et aux enjeux auxquels ils sont confrontés, et qui entravent la coopération (Lascoumes, 2002). Le traitement des controverses se fait 1) par les déplacements d'acteurs qui s'opèrent par la négociation et l'apprentissage, c'est-à-dire si les acteurs modifient leurs positions initiales sur leurs visions, leurs rôles ou leurs pratiques; 2) par la reconfiguration du réseau, soit l'ajout d'acteurs pertinents introduisant de nouvelles connaissances et ressources, le renforcement de certains liens et l'abandon d'autres liens (retrait de certains acteurs); et 3) par l'élaboration de nouvelles solutions plus robustes qui permettent de faire progresser l'action (Callon, 1984, 1988).

De tels collectifs d'action ont besoin de **porte-parole** pour témoigner de leur existence et s'exprimer. Les porte-parole représentent et parlent au nom des collectifs d'acteurs. Ils sont partie intégrante de ce qui fait exister, durer ou décliner un collectif (Latour, 2006). La solidité des porte-parole repose sur leur légitimité et leur crédibilité. Leur légitimité est fondée sur la position qu'ils occupent et qui leur confère une reconnaissance par les autres. Leur crédibilité leur est donnée par la valeur que les autres accordent aux informations qu'ils véhiculent. Diverses activités peuvent y contribuer (ex. : consultations publiques, activités de délibération collective, représentations dans divers forums). Diverses marques de reconnaissance peuvent en être le signe (ex. : invitation à communiquer dans un forum important, reconnaissance par un bailleur de fonds, obtention d'un prix).

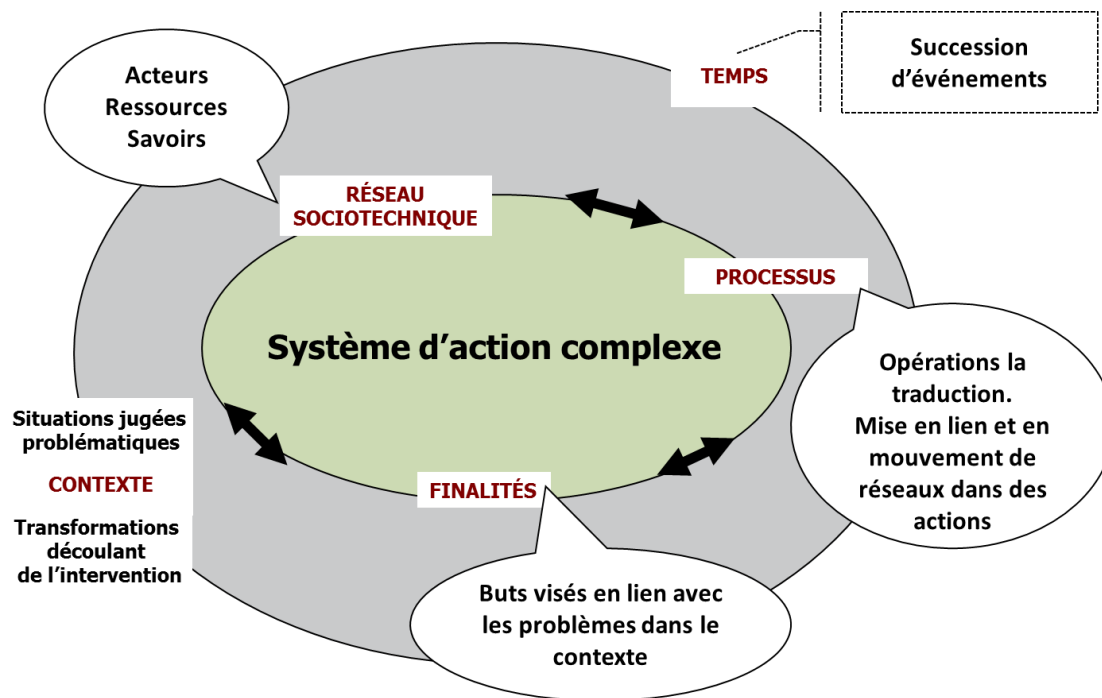
Les porte-parole s'associent une diversité d'entités qui contribuent à leurs représentations. La théorie de l'Acteur-Réseau nomme ces entités par le terme d'**intermédiaires**. Ce sont des formes matérielles écrites (ex. : mémoires, plans, cahier de revendication) qui véhiculent des idées et des positions convergentes du réseau (ex. : priorités, projets, solutions) sans les transformer. Ces intermédiaires stabilisent l'accord au sein d'un réseau et permettent la diffusion de ses idées et positions auprès d'autres acteurs d'intérêt ou de réseaux pour l'atteinte des finalités.

La Figure 3 présente la modélisation d'un système d'action complexe, telles que le sont les Tables de quartier, en recourant aux concepts de la théorie de l'Acteur-Réseau. Elle présente les grandes variables considérées dans la recherche, soit : le **réseau sociotechnique**, le processus de **traduction** et les **finalités visées**, qui évoluent dans le **temps** et dans un **contexte** donné. Le contexte comprend le lieu avec ses ressources et contraintes, les populations, les activités en cours, les organisations et les institutions, les acteurs, les connexions et les interactions parmi ces entités. Il comprend aussi les situations jugées problématiques par le réseau d'acteurs et sur lesquelles il cherche à agir, ainsi les transformations qui découlent de son action.



Les effets de l'action des Tables sont définis comme des transformations dans la disponibilité ou l'accessibilité à des ressources favorables à la santé et au bien-être dans les milieux de vie, découlant de l'action intersectorielle territoriale. Ces ressources conjuguent des dimensions **matérielles**, liées à l'environnement bâti (logement, alimentation, transport, aménagement-environnement), et des dimensions **sociales** liées à la formation des citoyens, à l'économie locale et à la construction du lien social (éducation, développement économique communautaire, vie communautaire, loisir-sport-culture). La **disponibilité** réfère à l'ajout ou à la transformation de ces ressources de sorte qu'elles puissent être utilisées. L'**accessibilité** réfère à des transformations dans les règles d'accès à ces ressources, tels que : la proximité physique, le prix (abordabilité), les règles du droit aux services publics et les critères du don pour les ressources communautaires (Bernard et al., 2007).

Figure 3 Modélisation d'un système d'action complexe avec les concepts de la théorie de l'Acteur Réseau



3.2 – Méthodologie

Une étude de cas multiples (huit au total) a été conduite auprès de deux Tables de quartier volontaires, dont celle du présent rapport. Dans chaque Table, l'étude a porté sur le système d'action d'un projet spécifique – actif durant au moins deux ans – portant sur la poursuite d'une priorité ou d'un objectif de son plan d'action.

L'étude a consisté en une analyse rétrospective (s'échelonnant de 2005 à juin 2018, selon les cas), principalement basée sur la documentation produite par les systèmes d'action afin de repérer les traces de l'action jusqu'aux transformations concrètes qui en découlent dans les milieux de vie. Deux sources de données ont été colligées : 1) les documents (comptes rendus de réunions, rapports annuels, infolettres des Tables de quartier, publications dans les médias sociaux, etc.); et 2) les entretiens d'approfondissement et de validation des analyses en cours, avec les acteurs-clés des différents systèmes d'action. De façon complémentaire, l'équipe a fait appel à d'autres sources de données telles que les journaux locaux, les infolettres et fils Facebook de plusieurs organismes. Le détail des sources de données est présenté à l'Annexe 1.

L'analyse a consisté à produire une ethnographie du système d'action étudié dans chaque Table de quartier, rendant compte de l'évolution dans le temps des réseaux sociotechniques, des processus ainsi que des transformations en découlant dans les milieux de vie. L'utilisation d'une matrice en cinq questions : Qui produit l'action? Quand? Quelle action est produite? Avec quelles conséquences? a permis d'apposer les résultats transitoires pertinents à chaque événement ayant fait progresser l'action dans le réseau. La chaîne des événements marquants jusqu'aux effets dans les quartiers a été tracée puis validée, de même que l'ethnographie, auprès de membres des Tables de quartier.

Ces études locales portent sur des aspects bien délimités des activités des Tables de quartier. Elles s'intéressent au processus de concertation entourant la mise en œuvre d'un projet spécifique découlant de ses priorités. **Il est donc très important de souligner que les résultats ne prétendent pas couvrir la totalité de la complexité des processus vécus et des effets produits par les Tables de quartier.**

4 – Résultats généraux de la recherche

Les réseaux d'action intersectorielle locale rassemblent des acteurs sociaux des sphères associative, publique et privée de différents secteurs d'activité, des savoirs multidisciplinaires, des univers de sens, des connaissances et des faits, des biens divers, dans un processus de construction de l'action collective. Ils se mettent en mouvement en vue de modifier des situations problématiques par des transformations concrètes favorables à la santé et au bien-être des citoyens dans les milieux de vie, dans un contexte et en un temps donnés. À cet effet, les réseaux d'action intersectorielle locale mobilisent des informations, des ressources et différents acteurs et développent des connaissances et des compétences qu'ils mobilisent en retour dans l'action. Ces processus sont itératifs au sens de la théorie de l'acteur-réseau (Barbier, 2010) en ce qu'ils évoluent par une suite d'allers-retours entre, d'une part, le collectif où se confrontent divers intérêts, savoirs, faits et informations qui entrent en interdépendance dans la problématisation et, d'autre part, la recherche des possibilités d'action et la construction de solutions. Ces compositions et recompositions des réseaux et de leur action sont des chaînes de traduction. Elles donnent lieu à l'enchaînement d'événements singuliers qui génèrent des résultats provisoires dans la progression de l'action. Dans les huit cas étudiés, 558 événements



singuliers ont été répertoriés, allant d'une trentaine à près de 250 selon les cas, sur une période allant de deux à douze ans (voir le **Tableau 1**).

Tableau 1 Nombre d'événements, de RT et issue du processus pour chacun des huit cas

Cas	Période	Nombre d'événements	Nombre RT RT[+] / RT[-]	Processus abouti et présence d'effets
Jardins des Patriotes Vivre Saint-Michel en santé	2015-2018	72	T: 84 RT[+] 83 / RT[-] 1	Effets Processus toujours en cours
Ma Boîte à Provisions Vivre Saint-Michel en santé	2013-2018	76	T: 97 RT[+] 90 / RT[-] 7	Effets Processus toujours en cours
Réaménagement de la Carrière Francon Vivre Saint-Michel en santé	2014-2018	41	T: 66 RT[+] 66 / RT[-] 0	Sans effets Processus toujours en cours
Tarification sociale du transport en commun Action-Gardien	2011-2019	146	T: 251 RT[+] 247 / RT[-] 4	Sans effets Processus toujours en cours
Amélioration de la desserte en transport en commun – Création de la ligne 71 Action-Gardien	2007-2018	60	T: 91 RT[+] 90 / RT[-] 1	Effets Processus toujours en cours
Développement du site de l'église Saint-Bernardin-de-Sienne Vivre Saint-Michel en santé	2011-2014	24	T: 31 RT[+] 25 / RT[-] 6	Sans effets Processus terminé
Développement du site des Sœurs de la Présentation de Marie Vivre Saint-Michel en santé	2009-2010	34	T: 48 RT[+] 44 / RT[-] 4	Sans effets Processus terminé
La création du Bureau info logement et le projet de lutte à l'insalubrité à Saint-Michel Vivre Saint-Michel en santé	2005-2017	105	T: 126 RT[+] 115 / RT[-] 11	Effets Processus terminé
Total		558	794 RT[+] 761 / RT[-] 33	

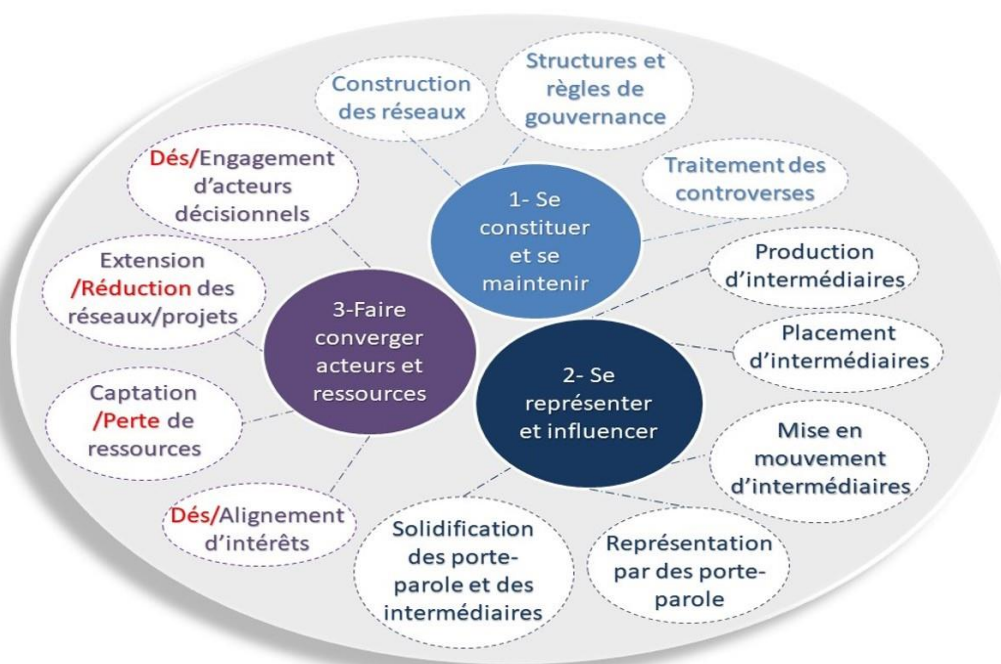
Interprétés en vertu de la théorie de l'acteur-réseau, ces événements donnent lieu à un répertoire stabilisé de 12 résultats transitoires (RT) génériques qui sont la pièce maîtresse de la théorie élaborée sur la production des effets de l'action intersectorielle locale (AIL). Ils permettent de modéliser les processus de l'AIL jusqu'à ses effets dans les milieux de vie. Les chaînes de RT capturent la progression de l'action intersectorielle, comme ses reculs ou ses revers, ses alignements comme ses désalignements d'intérêts, la solidification comme l'affaiblissement des réseaux, ses passages obligés tels que l'accès à des ressources, et tous les méandres du processus de traduction. En composant ces chaînes de RT, le processus aboutit ou pas à des transformations effectives dans les milieux de vie.



La notion de bons et de mauvais attachements de Latour (1999) permet de qualifier les liaisons qui accroissent la capacité d'action des réseaux ou qui l'affaiblissent. Les attachements positifs sont source d'actions convergentes des réseaux qui font progresser l'action vers ses finalités. Les attachements négatifs entraînent des reculs et des pertes dans le cours de l'action. Le concept d'attachement de Latour a fourni le fondement théorique des résultats transitoires (RT) en tant que marqueurs de la progression de l'action intersectorielle.

L'étude a validé les trois fonctions essentielles des réseaux d'action intersectorielle issues des 12 RT initiaux. La première fonction, **se constituer et se maintenir**, compte trois RT internes aux réseaux, soit la construction continue des réseaux, l'adoption de structures et règles de gouvernance, et le traitement des controverses. Les cinq RT de la deuxième fonction, **se représenter et influencer**, sont tournés vers l'externe, soit des productions et représentations servant aux réseaux à communiquer qui ils sont, quels sont leurs projets, à solliciter des appuis et des ressources, à gagner en légitimité et en crédibilité auprès d'interlocuteurs qu'ils cherchent à intéresser et à influencer. Enfin, les quatre RT de la troisième fonction, **faire converger les acteurs et les ressources nécessaires au changement**, dépendent surtout d'acteurs externes que les réseaux cherchent à s'allier de sorte à se renforcer, solidifier leurs projets et atteindre des finalités. Dans cette fonction s'observe l'impact critique du défaut d'intéressement ou d'alliance d'acteurs névralgiques, ou de la dissidence d'acteurs déjà engagés, sur le cours de l'action. La notion d'attachement négatif a ainsi été introduite pour représenter ces impacts par l'ajout de quatre RT de recul comme contrepoints des quatre RT positifs de la troisième fonction. La Figure 4 illustre ces trois fonctions et les RT qui leur sont rattachés, tandis que l'Encadré 2 offre une description détaillée de ceux-ci.

Figure 4 Douze résultats transitoires génériques composant trois fonctions essentielles des réseaux dans la production du changement



En conclusion, le résultat de la recherche est une théorie de moyenne portée validée sur la production des effets de l'action intersectorielle sur les conditions de vie locales, résultant d'un dialogue entre les données empiriques et la théorie de l'acteur-réseau. L'étude de validation a confirmé le répertoire initial des 12 résultats transitoires qui marquent la progression des réseaux d'action intersectorielle. Elle a aussi conduit à introduire, pour quatre résultats transitoires, des RT négatifs qui capturent les antagonismes, les pertes, les reculs et les difficultés qui ont été critiques dans le cours de l'action. En outre, la validation a permis de solidifier les définitions des RT ainsi que la base théorique des RT en connectant les données sur les cas avec différentes notions de la théorie de l'acteur-réseau.

Encadré 2 – Douze résultats transitoires génériques dans le processus de production des effets de l'action intersectorielle locale

- ① **Création et construction continue des réseaux sociotechniques** : Assemblage et mise en relation d'acteurs sociaux et d'entités non humaines (connaissance, rapport, règle, lois, politique, technologie, financement), leur mise en mouvement et leur engagement dans des rôles (à l'issue de négociation) dans un projet collectif en vue de l'atteinte de finalités. En cours de processus, des acteurs sociaux se retirent et d'autres acteurs ou entités non-humaines s'ajoutent aux réseaux. Ils y introduisent de nouvelles stratégies ou idées, une vision renouvelée de la situation ou des informations qui ajoutent à la problématique. Cela modifie le cours de l'action.
- ② **Adoption de structures et de règles de gouvernance en réseau** : Adoption ou modification des modes de fonctionnement collectif au sein des réseaux. Ce sont les instruments et pratiques que les réseaux adoptent pour réguler : 1) la participation des parties concernées; 2) la légitimité de leurs représentants; 3) le processus décisionnel collectif; et 4) la coordination des activités du projet.
- ③ **Traitement des controverses** : Identification et élaboration de solutions permettant de faire évoluer les controverses qui empêchent les acteurs de coopérer et l'action de progresser. La controverse est la confrontation de visions concurrentes sur une même question parmi les acteurs en vertu de leur position sociale, leur identité, leurs intérêts et des enjeux auxquels ils sont confrontés. Le traitement des controverses se fait : 1) par les déplacements d'acteurs qui s'opèrent par la négociation et l'apprentissage, i.e. que les acteurs modifient leurs positions initiales sur leurs visions, leurs rôles ou leurs pratiques; 2) par la reconfiguration du réseau, soit l'ajout d'acteurs pertinents introduisant de nouvelles connaissances et ressources, le renforcement de certains liens et l'abandon d'autres liens (retrait de certains acteurs); et 3) par l'élaboration de nouvelles solutions plus robustes qui permettent de faire progresser l'action.
- ④ **Production d'intermédiaires** : Inscription dans des formes matérielles (écrits tels que plan, bilan, mémoire, cahier de revendications) d'idées convergentes dans un réseau (positions, revendications, priorités, projets, solutions). Ces intermédiaires stabilisent l'accord et servent à transporter ces idées auprès d'autres acteurs d'intérêt ou de réseaux pour l'atteinte des finalités.
- ⑤ **Placement d'intermédiaires** : Introduction d'intermédiaires dans d'autres réseaux, auprès d'acteurs décisionnels, de médias ou dans d'autres intermédiaires (ex. : des mémoires) où ils peuvent être adoptés/adaptés de sorte à marquer une avancée vers l'atteinte des finalités.
- ⑥ **Mise en mouvement d'intermédiaires** : Valorisation, utilisation des intermédiaires par des acteurs ou des réseaux d'intérêt auprès de qui ils ont été placés.
- ⑦ **Représentations par des porte-parole** : Actions (rencontre, présentations, discussions, communiqués ou conférences de presse, actions publiques, manifestations citoyennes) visant à communiquer des positions, intéresser, influencer la position et l'engagement d'autres acteurs ou de réseaux d'intérêt en vue de l'atteinte des finalités.
- ⑧ **Solidification des porte-parole et des intermédiaires** : Renforcement de la légitimité et de la crédibilité des porte-parole et des intermédiaires qu'ils transportent, faisant en sorte qu'ils soient davantage reconnus par les populations et les collectifs au nom de qui ils parlent et davantage considérés par des acteurs stratégiques.



Cette solidification vient de la reconnaissance découlant de la réalisation de diverses activités (consultation publique, délibération collective) ou par divers signes (ex. : invitation à communiquer dans un forum, obtention d'un prix).

- ⑨+ **Alignement d'intérêts/Déplacements d'acteurs** : Convergence de positions (opinions, points de vue, stratégies), engagement des acteurs dans de nouveaux rôles, transformations dans les rapports de pouvoir qui favorisent la coordination des actions, la poursuite de l'action collective et l'atteinte des finalités des réseaux. Ces déplacements résultent de la négociation et des jeux de pouvoir parmi les acteurs.
- ⑨- **Désalignement d'intérêts** : Émergence d'intérêts divergents au sein des réseaux. Changement de position d'acteurs stratégiques qui portent des intérêts contraires à l'avancée d'un projet et qui entravent la réalisation d'actions.
- ⑩+ **Captation de ressources** : Accès aux ressources nécessaires au fonctionnement des réseaux et à l'accomplissement de leurs finalités, soit : du financement, de la main d'œuvre, de l'expertise ou du soutien technique.
- ⑩- **Perte de ressources** financières, humaines ou matérielles ou **échec subi** dans l'obtention de ces ressources.
- ⑪+ **Solidification / Extension des réseaux et de leurs projets** : Maintien ou renforcement des réseaux, soutien à la participation des populations, enrôlement de nouveaux acteurs, addition d'entités non-humaines, renforcement des compétences des acteurs et des liens au sein des réseaux, interconnexions entre des réseaux. De façon symétrique, solidification ou extension des projets portés par ces réseaux.
- ⑪- **Affaiblissement / Réduction des réseaux et de leurs projets** : Retrait d'acteurs stratégiques, pertes de ressources, dissidence d'une masse critique d'acteurs qui affaiblit les réseaux de sorte qu'ils progressent plus difficilement dans l'action. De façon symétrique, affaiblissement des projets portés par ces réseaux.
- ⑫+ **Engagement d'acteurs décisionnels dans la réalisation du changement** : Engagement d'acteurs (ex. : institutions, entreprises, OBNL) détenant des leviers de décision et d'action indispensables (ex : autorisation, permis, pouvoir d'exécution) dans la réalisation des transformations effectives dans les milieux de vie.
- ⑫- **Non engagement/ Désengagement d'acteurs décisionnels qui fait obstacle à la réalisation du changement** : Non-engagement ou désengagement d'acteurs détenant les leviers indispensables à la réalisation des projets. Cela constitue le "maillon qui a cédé" dans le processus conduisant au changement.



PARTIE II – LES RÉSULTATS DE L'ÉTUDE DE CAS DESSERTE DES COMMERCE ALIMENTAIRES EN TRANSPORT EN COMMUN

5 – CONTEXTE DU RÉSEAU À L'ÉTUDE

Dès 1998, le milieu communautaire de Pointe-Saint-Charles a établi un lien entre transport et alimentation. Grâce à la réalisation d'une cartographie des marchés d'alimentation du quartier, le milieu constata la piètre offre alimentaire et le manque de mobilité des citoyens pour accéder aux commerces d'alimentation des quartiers limitrophes du Sud-Ouest². On déplorait qu'en plus d'un faible taux de motorisation (40% des ménages du Sud-Ouest ne possèdent pas de voiture³), la population du quartier n'avait pas accès à une offre en transport en commun satisfaisante. Alors que 29.8% de la population du Sud-Ouest utilisait le transport en commun pour ses déplacements quotidiens⁴, il existait un mécontentement général sur la qualité du service et de la desserte⁵.

En effet, l'on ne retrouve à Pointe-Saint-Charles qu'une seule station de métro (Charlevoix) excentrée dans le nord-ouest du quartier (voir la figure 5). Alors que seulement deux lignes d'autobus desservent le sud du quartier, les déplacements se compliquent en hiver dans cette zone, les autobus détournant leur route et ne passant pas dans les petites rues si celles-ci sont enneigées. Le transit nord-sud est quant à lui complexe. L'autobus qui dessert l'ensemble du quartier en y effectuant un grand tour, la ligne 57, est aussi celui avec le moins de fréquence. Bien que cette ligne fût déjà le fruit d'une mobilisation du milieu dans le passé, elle demeurait insatisfaisante. Finalement, les autobus desservant Pointe-Saint-Charles portaient pour la plupart de l'extérieur du quartier, particulièrement du centre-ville. L'importante circulation dans ce secteur engendrait ainsi des retards importants pour les passages d'autobus en heures de pointe.

² Gauvin (2006, p. 2)

³ Fournier (2012); Participants #2 (2019, p. 2)

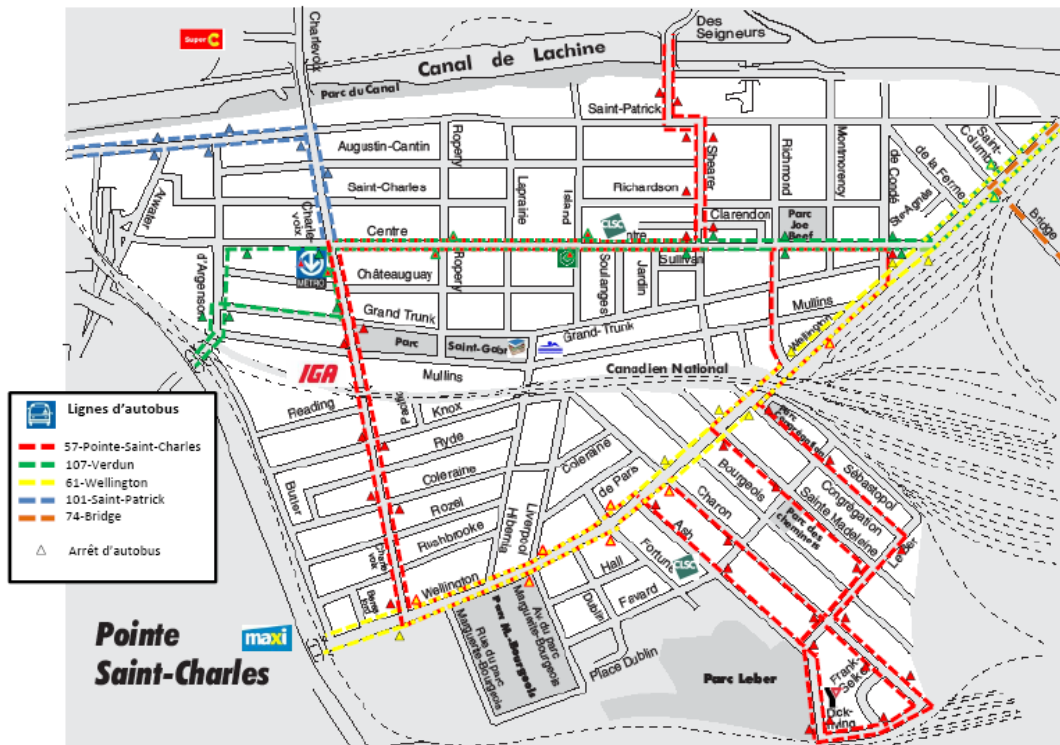
⁴ Secrétariat aux enquêtes Origine-Destination métropolitaines (2009, p. 75)

⁵ La Pointe Libertaire (2009); Table Action-Gardien (2009c)



Figure 5 Tracés des lignes d'autobus desservant le quartier de Pointe-Saint-Charles

Source : Table Action-Gardien (2009a, p. 3)



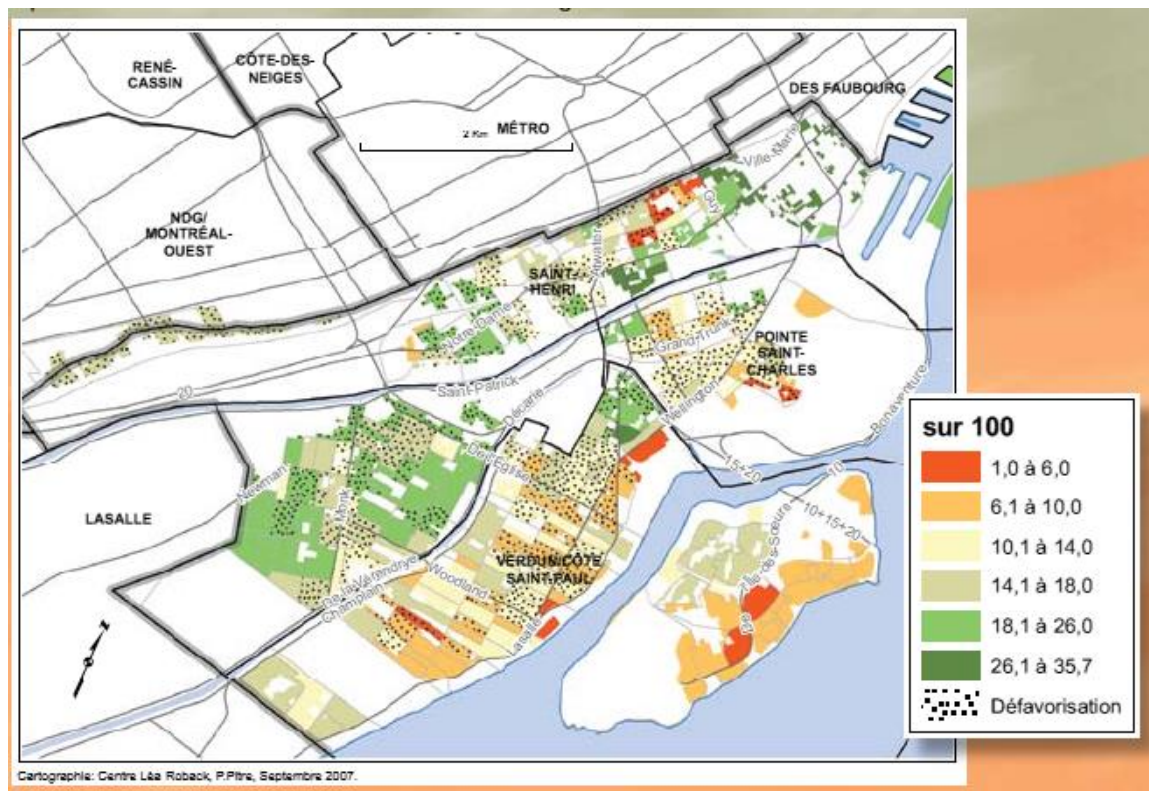
La mauvaise desserte en transport en commun se trouvait aussi exacerbée par un mauvais accès physique à des commerces alimentaires de proximité pour les citoyens. Dans les dernières années, ces derniers ont constaté la dévitalisation des artères commerciales ainsi que la fermeture graduelle des commerces de proximité, dont ceux en alimentation, notamment dans le sud du quartier⁶. La Direction de santé publique (DSP) aurait d'ailleurs identifié un désert alimentaire au sud de la rue Wellington (voir la figure 6), zone où l'on retrouve un faible accès à des commerces alimentaires combiné à la concentration d'une population défavorisée ayant un faible taux de motorisation⁷. L'on retrouve en général peu de commerces alimentaires dans le quartier, avec une seule épicerie à grande surface (IGA) située en bordure ouest. Deux autres épiceries à grande surface se trouvent à proximité tout en étant à l'extérieur du quartier; elles se trouvent d'ailleurs mal desservies par le transport en commun.

⁶ Participants #2 (2019, p. 2); Table Action-Gardien (2010, p. 2)

⁷ Direction de la santé publique de Montréal (2006, 2007)

Figure 6 Indice d'accessibilité aux fruits et légumes (zones rouges indiquent un faible accès)

Source : Direction de la santé publique de Montréal (2007)



Ces mauvais accès physiques et le manque de transport en commun pour y remédier inquiétaient davantage le milieu communautaire lorsqu'on considère aussi le manque d'accès économique d'une portion de la population du quartier. En effet, lors du recensement de 2005, 37,4% de la population du quartier vivait avec un faible revenu⁸. Une importante hausse du coût de la vie avait aussi été remarquée dans les dernières années, et plus particulièrement le prix du panier d'épicerie nutritif selon le Dispensaire diététique de Montréal⁹. Il existait donc une problématique d'accès à une saine alimentation pour la population défavorisée ne possédant pas de voiture et qui est donc dépendante de l'efficacité du transport en commun vers les commerces en alimentation.

Bref, ces divers constats montrèrent l'importance d'améliorer l'accès aux commerces en alimentation par une bonification du service de transport en commun vers les commerces. Certains magasins plus économiques étant situés à proximité du quartier, il apparaissait ainsi

⁸ Table Action-Gardien (2012, p. 1)

⁹ Table Action-Gardien (2012, p. 3)

logique de favoriser une connexion avec les quartiers voisins où l'on trouve une meilleure offre alimentaire¹⁰.

6 – LA DÉMARCHE DU PROJET

Déjà en 2004, lors de l'Opération populaire d'aménagement (OPA)¹¹ où une centaine de citoyens s'était réuni pour rêver le futur de leur quartier, plusieurs points problématiques furent identifiés dans l'offre de transport en commun de Pointe-Saint-Charles : manque de synchronicité et de fréquence des autobus, service trop cher, mauvaise desserte de la portion sud du quartier, non-respect des horaires. Suite à l'OPA, l'objectif d'améliorer la desserte en transport en commun fut ainsi intégré dans les plans de travail d'Action-Gardien.

6.1 – 2007-2008

Une opportunité est apparue pour travailler la desserte en transport en commun lorsque la Direction régionale de santé publique (DSP) réorienta ses programmes en sécurité alimentaire en 2007 afin de favoriser l'accès physique aux aliments¹². En effet, ce nouveau programme adopta une approche populationnelle et souhaita donc favoriser l'accès physique aux aliments pour tous. Le milieu vit ainsi une occasion de proposer des améliorations du transport en commun afin de desservir les commerces alimentaires. Une autre réorientation du programme touchait les organismes pouvant porter les projets à financer : alors qu'auparavant, cette enveloppe était destinée à des concertations locales en alimentation, elle visait maintenant les tables de concertation de quartier¹³. Dans Pointe-Saint-Charles, Action-Gardien devint donc le principal interlocuteur de la DSP en sécurité alimentaire (**#1 RT 1-Création/construction continue des réseaux sociotechniques : changement de porteur suite à l'introduction des nouveaux paramètres du programme dans le réseau**) qui délaissait ainsi la table de concertation ACSA (Action concertée en sécurité alimentaire), une table indépendante d'Action-Gardien¹⁴, qui recevait auparavant ce financement.

Toutefois, de prime abord, la DSP ne souhaitait offrir ce financement qu'aux quartiers où l'on retrouvait le programme Revitalisation urbaine intégré (RUI) de la Ville de Montréal¹⁵. Considérant l'absence de ce programme dans Pointe-Saint-Charles, il y avait alors une menace de perdre ce soutien financier autrefois accordé à l'ACSA. Le 31 octobre 2007, Action-Gardien rencontra ainsi la DSP afin de faire valoir les avantages de l'Opération populaire d'aménagement et son équivalence de rôle par rapport aux RUI (**#2 RT 7-Représentation par des porte-parole**).

¹⁰ Participant #1 (2019, p. 2)

¹¹ Action-Gardien - Table de concertation communautaire du quartier Pointe-Saint-Charles (2005, p. 29-30); Participant #1 (2019, p. 10)

¹² Direction de la santé publique de Montréal (2008, p. 16; 2012, p. 3); Participants #2 (2019, p. 4)

¹³ Direction de la santé publique de Montréal (2008, p. 18)

¹⁴ L'ACSA était membre observateur de la Table Action-Gardien. Elle regroupait plusieurs organisations elles-mêmes membres d'Action-Gardien. Elle évoluait toutefois en dehors du plan de travail de la Table, étant financée pour ses projets par la DSP et Centraide.

¹⁵ Programme de la Ville de Montréal qui se veut une stratégie d'intervention privilégiant une approche concertée et participative pour améliorer la qualité de vie des résidents de quartiers défavorisés (Ville de Montréal, 2020).



En effet, le comité de suivi de l'OPA¹⁶ travaille à la revitalisation du quartier selon les enjeux de proximité et d'aménagement du territoire identifiés par les citoyens, qu'elle consulte fréquemment à travers des assemblées populaires.

La DSP se rangea aux arguments d'Action-Gardien (**#3 RT 9A-Alignement d'intérêt-Déplacement d'acteurs**) qui put ainsi déposer un projet nommé « Manger, un plaisir durable », comprenant un volet d'amélioration de la desserte en transport collectif (**#4 RT 4-Production d'intermédiaires : projet; #5 RT 5-Placement d'intermédiaires**). Il fut financé dans un premier temps pour une période de 16 mois (décembre 2007 à mars 2009) (**#6 RT 10A-Captation de ressources : financement DSP**). Ainsi, au courant de l'année 2008, un Comité sécurité alimentaire fut créé au sein d'Action-Gardien afin de porter ce projet (**#7 RT 1-Création/construction continue des réseaux sociotechniques : nouveau comité**); parallèlement, l'ACSA fut dissoute, la perte du financement de la DSP ayant été l'un des moteurs de son démantèlement. Le Comité sécurité alimentaire accueille ainsi la plupart des anciens membres de l'ACSA, mais aussi de nouveaux groupes communautaires (RESO, Maison Saint-Columba et PasserELLE). Cette intégration de la thématique de la sécurité alimentaire à Action-Gardien permet une meilleure interconnexion avec les autres enjeux du plan de travail de la Table, comme il sera exposé plus loin.

Durant cette période, plusieurs acteurs communautaires encourageaient les citoyens à faire connaître leur mécontentement à la STM sous forme de plaintes (**#8 RT 7-Représentation par des porte-parole : plaintes citoyennes**). Une citoyenne fit même paraître, en février 2008, une lettre ouverte dénonçant le sous-financement du transport en commun et la qualité du service tout en incitant ses pairs à se mobiliser pour écrire des plaintes¹⁷.

Tableau 2 Chaîne de résultats transitoires 2007-2008

Quand?	Qui?	Produit quoi?	Avec quelles conséquences ?	Résultats transitoires de l'action produite
2007-05-18	DSP	Changement d'orientation du programme de financement en sécurité alimentaire	Changement de porteur Réorientation de l'action du réseau en sécurité alimentaire	RT 1-Création/construction continue des réseaux sociotechniques
2007-10-31	Action-Gardien	Rencontre avec la DSP afin de faire reconnaître l'OPA comme un	Reconnaissance de l'admissibilité au financement en sécurité alimentaire	RT 9A-Alignement d'intérêt-Déplacement d'acteurs RT 7-Représentation par des porte-parole

¹⁶ Comité de citoyens soutenu par Action-Gardien mis en place en 2006 suite à l'opération populaire d'aménagement de 2004 afin d'en assurer le suivi. Il fait partie de la structure de travail des dossiers et des priorités de la table. Ce comité dispose d'un canal de communication avec l'arrondissement, soit un comité de suivi composé d'élus et de fonctionnaires (directeurs de service) qui se rencontre quelques fois par année.

¹⁷ Kruzynski (2008).



Quand?	Qui?	Produit quoi?	Avec quelles conséquences ?	Résultats transitoires de l'action produite
		processus équivalent aux RUI		
2007- Novembre	Action-Gardien	Dépôt du projet Manger, un plaisir durable	Obtention du financement Embauche d'un agent de mobilisation pour le Comité sécurité alimentaire	RT 10A-Captation de ressources RT 4-Production d'intermédiaires RT 5-Placement d'intermédiaires
2008	Action-Gardien	Création du Comité sécurité alimentaire au sein d'Action-Gardien	Intégration de la sécurité alimentaire au plan de travail de la Table	RT 1- Création/construction continue des réseaux sociotechniques
2008	Acteurs communautaires	Encouragements des citoyens à faire des plaintes à la STM : 1- une citoyenne fera circuler une pétition 2- une autre citoyenne fera paraître une lettre ouverte	Mécontentement communiqué à la STM	RT 7-Représentation par des porte-parole

6.2 – 2009

L'obtention du financement de la DSP permet l'embauche d'un agent de mobilisation à Action-Gardien pour le Comité sécurité alimentaire en début d'année 2009, après plusieurs affichages du poste. Le travail du comité se mit ainsi en branle avec cette nouvelle personne à la coordination (**#9 RT 2-Adoption de structures et de règles de gouvernance en réseau : mode de fonctionnement autour d'une coordination**). L'une des premières actions entreprises fut de tenir une rencontre élargie sur la sécurité alimentaire réunissant plus d'une quinzaine d'organismes du quartier le 1^{er} avril 2009 (**#10 RT 1-Création/Construction continue des réseaux sociotechniques : renouvellement/construction des liens localement**). Les échanges permirent ainsi de définir le concept de la sécurité alimentaire dans Pointe-Saint-Charles et de dresser un aperçu de la situation localement (**#11 RT 8-Solidification des porte-parole et des intermédiaires : délibération collective**). Les acteurs se sont ainsi entendus sur le besoin de travailler la problématique sur son aspect court-terme, en favorisant l'accès aux aliments, mais aussi sur le long-terme et le global par un travail sur les politiques gouvernementales.

En mai, à la demande de la DSP, le Comité déposa un bilan de ses activités ainsi qu'un plan d'action pour les trois prochaines années (**#12 RT 4-Production d'intermédiaires : bilan et plan ;**



#13 RT 5-Placement d'intermédiaires). Suite à une rencontre d'ajustement avec le bailleur de fonds (**#14 RT 7-Représentation par des porte-parole**), la DSP renouvela son financement¹⁸ et accorda même un montant supplémentaire pour l'année 2009 (**#15 RT 10A-Captation de ressources : financement DSP**).

Le mois de mai fut aussi marqué par la tenue d'une assemblée publique de consultation sur le transport en commun, organisée par la Table Action-Gardien (AG) suite à l'annonce par la STM de la fermeture de la station de métro Charlevoix pour l'été 2009. L'assemblée était ainsi une occasion pour le milieu de discuter avec des représentants du transporteur public autant de leur mécontentement général de la desserte que de la fermeture annoncée (**#16 RT 7-Représentation par des porte-parole**). De multiples suivis téléphoniques assurèrent la présence de représentants de la STM à l'assemblée. Quant aux citoyens, tous les moyens furent déployés afin de les mobiliser : distribution de tracts en porte-à-porte, d'affiches et de dépliants et parution de communiqués dans le journal local et sur internet. Les 75 citoyens présents abordèrent de nombreuses insatisfactions et demandes, dont certaines avaient déjà été soulevées en 2004 lors de l'Opération populaire d'aménagement : assurer un meilleur lien du quartier avec les différents points stratégiques à proximité (épiceries, marché Atwater, centre d'achats du Carrefour Angrignon, station de métro Place Saint-Henri); améliorer le déneigement du sud du quartier afin d'assurer le passage hivernal des autobus; insatisfaction face à la faible fréquence des autobus et au non-respect des horaires¹⁹.

Dans l'organisation de cette assemblée, la Table AG prit connaissance d'un processus de révision de la desserte en transport en commun du quartier que la STM amorcerait pour le Sud-Ouest (voir l'encadré 1) (**#17 RT 1-Création/construction continue des réseaux sociotechniques : nouvel actant non-humain- processus de révision**). Lors de la consultation, la Table AG apprit ainsi que la STM réaliserait tout d'abord un diagnostic du réseau pour ensuite formuler des propositions d'amélioration qui seraient soumises au milieu via des comités de travail que l'arrondissement devrait mettre sur pied. Cette nouvelle donna ainsi le ton des prochaines représentations du Comité sécurité alimentaire, qui se concentrèrent sur l'importance d'inclure le milieu communautaire et les citoyens au sein de ce processus de révision. Ainsi, un compte-rendu de l'assemblée fut rédigé et acheminé aux fonctionnaires et élus de l'arrondissement afin d'assurer la prise en compte des préoccupations citoyennes dans la révision de la desserte (**#18 RT 4-Production d'intermédiaires; #19 RT 5-Placement d'intermédiaires**).

¹⁸ Le projet « Manger, un plaisir durable » a aussi compris au fil du temps d'autres volets, comme le développement de sites d'agriculture urbaine (sur les terrains du CN notamment), la revitalisation des artères commerciales (dont le combat contre la fermeture de la SAQ) ainsi que, de manière périphérique (car non financé par la DSP), le développement d'une épicerie solidaire dans la portion sud. Ce projet fut financé jusqu'en 2012.

¹⁹ Comité de sécurité alimentaire d'Action-Gardien (2009b, p. 6); Table Action-Gardien (2009b)



Encadré 1 : Mise en contexte de la révision de la desserte envisagée par la STM

En 2006, le ministère des Transports du Québec adopta la Politique québécoise du transport collectif. Il y définissait l'objectif d'accroître l'achalandage du transport en commun de 8% d'ici 2011. Le moyen pour y arriver était une augmentation de 16% de l'offre de service en transport collectif²⁰. Afin de soutenir cet objectif, le ministère rendit disponible un important financement²¹.

En 2007, la STM mit en place son Programme d'amélioration de service en transport en commun (PASTEC) afin de travailler à l'atteinte des objectifs énoncés par le ministère des Transports du Québec²²; c'est dans le cadre de ce programme que la **STM enclencha un processus de révision de la desserte dans le Sud-Ouest**. La STM engagea aussi un processus d'analyse de son réseau qui la conduisit en 2007 à la création d'un Plan de développement des réseaux²³. Ce dernier évoquait une baisse de fréquentation du transport en commun dans le grand Sud-Ouest (arrondissements Sud-Ouest, Verdun, Lachine, Lasalle) et visait une amélioration de la desserte dans ce secteur, la STM ayant pris du retard à ce niveau-là. Ce secteur était d'ailleurs jugé stratégique pour son redéveloppement résidentiel et commercial anticipé dans les prochaines années²⁴. La STM reconnaissait aussi la dégradation du service d'autobus dans ce secteur suite aux coupures effectuées dans les services durant les années précédentes.

En 2008, la Ville de Montréal adopta son Plan de Transport dans lequel le transport en commun prit une place prépondérante. Des financements importants furent alors attribués pour les projets travaillant aux objectifs du Plan²⁵. Le programme PASTEC de la STM se retrouva donc financé à parts égales par le ministère des Transports et la Ville de Montréal.

Suite à cette assemblée, le Comité sécurité alimentaire continua son travail de structuration. Durant l'été et le début de l'automne, le Comité réalisa trois analyses des ressources en sécurité alimentaire²⁶ qui fondèrent un argumentaire crédible appuyé sur des données (**#20 RT 1-Création/construction continue des réseaux sociotechniques : connaissances fondant l'argumentaire**) et qui corroboraient les demandes et insatisfactions des citoyens²⁷ (**#21 RT 8-Solidification des porte-parole et des intermédiaires : renforcement de la crédibilité des propos citoyens**). La première analyse porta sur les ressources alimentaires du quartier et prit la forme d'un diagnostic de l'état de l'offre : distribution géographique et types de commerces (3 marchés ethniques, 18 dépanneurs, 3 charcuteries, 2 pharmacies, une seule épicerie à grande surface,

²⁰ Société de transport de Montréal (2010, p. 8)

²¹ Société de transport de Montréal (2007, p. 2)

²² Société de transport de Montréal (2010, p. 8)

²³ Société de transport de Montréal (2007; 2010, p. 8); Table Action-Gardien (2009b, p. 8)

²⁴ Société de transport de Montréal (2007, p. 9;19;26)

²⁵ Conseil des Montréalaises (2010, p. 2); Société de transport de Montréal (2010, p. 8)

²⁶ Comité de sécurité alimentaire d'Action-Gardien (2009a; 2010a, p. 8; 2010b)

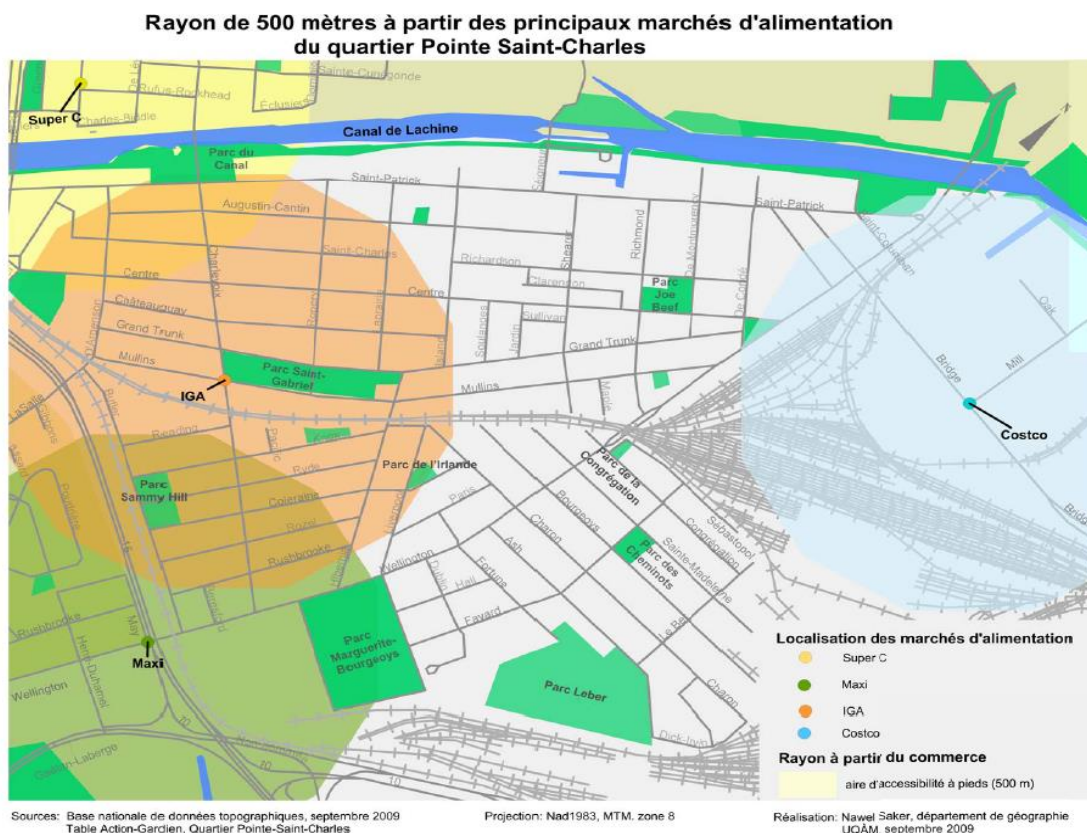
²⁷ Comité de sécurité alimentaire d'Action-Gardien (2012); Participant #1 (2019)



mais deux autres à proximité dans les quartiers limitrophes²⁸). Avec l'aide d'une étudiante en géographie (#22 RT 10-Captation de ressources : connaissances techniques), différentes cartes furent produites afin de visualiser les résultats (voir un exemple à la figure 7) (#23 RT 4-Production d'intermédiaires : carte).

Figure 7 Localisation des marchés d'alimentation à grande surface et de leur accessibilité dans un rayon de 500 m

Source : Comité de sécurité alimentaire d'Action-Gardien (2010a, p. 5)



La seconde analyse porta sur les coûts des fruits et légumes dans les différents commerces en alimentation du quartier²⁹. Il apparut qu'il existait des écarts de prix importants entre les magasins pour un même produit. Le marché saisonnier de l'organisme communautaire Club populaire des consommateurs offrait les produits les moins chers (52% moins cher que la moyenne du quartier). Les dépanneurs situés dans le sud-est, soit le désert alimentaire identifié par la DSP, offraient les fruits et légumes les plus chers du quartier³⁰. Le IGA, seule épicerie à grande surface, offrait le plus grand nombre de produits à prix plus élevés que la moyenne du

²⁸ Comité de sécurité alimentaire d'Action-Gardien (2010a, p. 5)

²⁹ Comité de sécurité alimentaire d'Action-Gardien (2009a; 2010a, p. 8; 2010b)

³⁰ Comité de sécurité alimentaire d'Action-Gardien (2009a; 2010a, p. 8)



quartier, et ses prix étaient aussi plus élevés que la moyenne montréalaise³¹. Le Comité produisit un rapport ainsi qu'un modèle de présentation pour ces résultats (**#24 RT 4-Production d'intermédiaires**), présentation qui fut notamment réalisée devant les partenaires des différentes initiatives en sécurité alimentaire soutenues par la DSP, à sa demande (**#25 RT 8-Solidification des porte-parole et des intermédiaires**).

La troisième analyse porta plus spécifiquement sur la desserte en transport en commun vers les lieux d'approvisionnement alimentaire (fréquence, trajets et correspondance)³². Plusieurs problèmes préalablement énoncés furent ainsi corroborés : manque de fréquence des autobus, temps d'attente longs (longues correspondances, autobus en retard ou absents), accès difficile à certains commerces en alimentation (le Super C particulièrement, situé dans le quartier voisin de Petite-Bourgogne, et qui nécessite un transfert de ligne), etc.. Encore une fois, une carte illustrant la desserte du quartier fut créée (**#26 RT 4-Production d'intermédiaires : carte**), laquelle se révéla être un outil visuel fort pratique pour illustrer la problématique de manque de connexion avec les quartiers limitrophes³³ (voir la figure 5).

Après leur production, ces analyses furent largement diffusées auprès des acteurs d'intérêts à diverses occasions entre 2009 et 2011: STM, représentants de l'arrondissement (élus et fonctionnaires), organismes communautaires du quartier (**#27 RT 5-Placement d'intermédiaires**). La création d'une section « sécurité alimentaire » sur le site internet d'Action-Gardien permit aussi la diffusion auprès du grand public.

Suite à la réalisation de ces analyses, le Comité réalisa diverses activités de représentation afin de revendiquer la mise sur pied d'un comité de travail sur la révision de la desserte. En octobre, le Comité profita de la consultation de l'Office de consultation publique de Montréal (OCPM) sur le redéveloppement des terrains du Canadien National (CN) pour faire front commun avec le Comité aménagement dans leurs revendications transmises par mémoire et par une communication orale (**#28 RT 4-Production d'intermédiaires; #29 RT 5-Placement d'intermédiaires; #30 RT 7-Représentation par des porte-parole**) : améliorer la desserte en transport en commun et consulter les citoyens dans le processus, inclure des espaces verts et d'agriculture urbaine dans le redéveloppement des terrains du CN, favoriser la revitalisation commerciale (et les commerces de proximité) de la rue Wellington³⁴. Face aux nombreuses demandes d'amélioration du transport en commun, l'Office suggéra dans son rapport final que la STM effectue une révision de la desserte dans le quartier compte tenu de l'ajout important de logements dans ce secteur par le projet de redéveloppement³⁵ (**#31 RT 9A-Alignement d'intérêt-Déplacement d'acteurs**).

³¹ Comité de sécurité alimentaire d'Action-Gardien (2009a, p. 5;8)

³² Table Action-Gardien (2009a)

³³ Participant #1 (2019, p. 15)

³⁴ Comité de sécurité alimentaire d'Action-Gardien (2009b)

³⁵ Office de consultation publique de Montréal (2009, p. 41)



Toujours en octobre, les débats précédant les élections municipales seront de nouvelles occasions de rappeler l'importance de créer des comités de travail avec la STM pour la révision de la desserte en transport en commun. Action-Gardien intégra cette demande dans son cahier de revendications aux candidats (**#32 RT 4-Production d'intermédiaires; #33 RT 5-Placement d'intermédiaires**), en plus d'exiger que l'arrondissement fasse pression auprès de la STM pour l'amélioration de la desserte et l'inclusion des organismes communautaires dans le processus de révision. Tous les candidats promirent alors d'améliorer la desserte locale (**#34 RT 9A-Alignement d'intérêt-Déplacement d'acteurs**), sans s'engager formellement pour la mise en place d'un comité. Les élections amenèrent des élus d'un nouveau parti au pouvoir, créant un changement d'interlocuteurs au sein de l'arrondissement (**#35 RT 1-Création/construction continue des réseaux sociotechniques : nouveaux élus**). Le milieu sentit davantage d'écoute envers les demandes citoyennes et une ouverture à travailler avec la population³⁶. Peu après leur entrée en poste, lors d'un conseil d'arrondissement, les nouveaux élus reconnurent la déficience du transport en commun dans le Sud-Ouest et proposèrent de livrer un plan de match sur ce dossier d'ici le mois de février 2010 (lequel ne fut toutefois jamais présenté) (**#36 RT 9A-Alignement d'intérêt-Déplacement d'acteurs**).

Tableau 3 Chaîne de résultats transitoires 2009

Quand?	Qui?	Produit quoi?	Avec quelles conséquences ?	Résultats transitoires de l'action produite
2009-02-16	Comité sécurité alimentaire	Embauche d'un agent de mobilisation pour le comité sécurité alimentaire	Structuration du travail du comité Adoption d'un mode de fonctionnement autour d'une coordination	RT 2-Adoption de structures et de règles de gouvernance en réseau
2009-04-01	Comité sécurité alimentaire	Tenue d'une rencontre élargie sur la sécurité alimentaire	Détermination des priorités de travail et problématisation de la sécurité alimentaire par délibération collective Renforcement des liens locaux	RT 1- Création/construction continue des réseaux sociotechniques RT 8-Solidification des porte-parole et des intermédiaires
2009-Printemps	Comité sécurité alimentaire	Soumission d'un bilan et d'un plan d'action sur 3 ans à la DSP Rencontre d'ajustement du plan d'action avec la DSP	Création et sanction d'un plan de travail	RT 4-Production d'intermédiaires RT 5-Placement d'intermédiaires RT 7-Représentation par des porte-parole
2009-Printemps	DSP	Renouvellement du financement du projet Manger, un plaisir durable	Mise en branle du plan d'action	RT 10A-Captation de ressources

³⁶ Participants #2 (2019)



Quand?	Qui?	Produit quoi?	Avec quelles conséquences ?	Résultats transitoires de l'action produite
2009-05-27	Action-Gardien	Assemblée publique sur le transport en commun, avec la STM en présence	Communication des insatisfactions Prise de connaissance du processus de révision de la desserte en cours à la STM	RT 7-Représentation par des porte-parole RT 1- Création/construction continue des réseaux sociotechniques
2009-Juin	Action-Gardien	Rédaction d'un compte-rendu de l'assemblée publique et envoi aux représentants de l'arrondissement	Communication des préoccupations citoyennes	RT 4-Production d'intermédiaires RT 5-Placement d'intermédiaires
2009-Été-Automne	Comité sécurité alimentaire	Réalisation d'une analyse des ressources alimentaires du quartier et production de 3 cartographies	Nouvelles connaissances permettant de fonder l'argumentaire Inscription dans une forme matérielle	RT 4-Production d'intermédiaires RT 10-Captation de ressources
2009-Été-Automne	Comité sécurité alimentaire	Réalisation d'une analyse de la desserte en transport en commun en lien avec l'alimentation et publication d'un rapport	Production de connaissances validant les problèmes de transport rapportés par les citoyens Inscription dans une forme matérielle	RT 8-Solidification des porte-parole et des intermédiaires RT 4-Production d'intermédiaires
2009-Été-Automne	Comité sécurité alimentaire	Réalisation d'une analyse de l'offre et des coûts des fruits et légumes dans le quartier et publication d'un rapport	Nouvelles connaissances permettant de fonder l'argumentaire Inscription dans une forme matérielle	RT 1- Création/construction continue des réseaux sociotechniques RT 4-Production d'intermédiaires
2009-11-26	Comité sécurité alimentaire	Diffusion des analyses devant les partenaires soutenus par le financement de la DSP	Gain en crédibilité pour la démarche effectuée	RT 8-Solidification des porte-parole et des intermédiaires
2009-2011	Comité sécurité alimentaire	Diffusion des différentes analyses auprès des acteurs d'intérêts : STM, représentants de l'arrondissement (élus et fonctionnaires), organismes communautaires du quartier, citoyens	Mise en circulation des connaissances afin de faire prendre conscience des problématiques aux différents interlocuteurs	RT 5-Placement d'intermédiaires



Quand?	Qui?	Produit quoi?	Avec quelles conséquences ?	Résultats transitoires de l'action produite
		(notamment par le site internet d'Action-Gardien, où une section sécurité alimentaire fut créée)		
2009-10-07	Comité sécurité alimentaire	Revendication pour la création des comités avec des citoyens du quartier dans le processus de révision de la desserte lors de la consultation publique de l'OCPM sur les terrains du CN (dépôt de mémoire et intervention)	Circulation de la revendication et du mécontentement des citoyens Pression pour la mise sur pied d'un comité de travail sur la révision de la desserte	RT 4-Production d'intermédiaires RT 5-Placement d'intermédiaires RT 7-Représentation par des porte-parole
2009-Décembre	OCPM	L'OCPM recommande dans son rapport que la STM procède à une révision de la desserte, advenant l'ajout de logements	Manifestation d'appui à l'importance de réviser la desserte localement	RT 9A-Alignement d'intérêt-Déplacement d'acteurs
2009-octobre	Action-Gardien	Intégration au cahier de revendications aux candidats de la demande de création d'un comité de travail sur la révision de la desserte	Pression pour obtenir un engagement pour la mise sur pied d'un comité de travail sur la révision de la desserte Obtention d'engagements pour l'amélioration de la desserte	RT 4-Production d'intermédiaires RT 5-Placement d'intermédiaires RT 9A-Alignement d'intérêt-Déplacement d'acteurs
2009-11-01	Élus	Élections municipales : un nouveau parti est porté au pouvoir	Meilleure ouverture des demandes citoyennes	RT 1- Création/construction continue des réseaux sociotechniques
2009-12-01	Élus	Les nouveaux élus reconnaissent la déficience du transport en commun dans le Sud-Ouest et proposeront un plan de match en février 2010	Alignement d'intérêt : reconnaissance des problèmes	RT 9A-Alignement d'intérêt-Déplacement d'acteurs

6.3 – 2010

En mars 2010, lors d'une représentation d'Action-Gardien au conseil d'arrondissement concernant la place de la voiture au sein du projet de redéveloppement des terrains du CN, le



maire reconnaîtra à nouveau la déficience de l'offre en transport en commun dans le Sud-Ouest (**#37 RT 9A-Alignement d'intérêt-Déplacement d'acteurs**). Une conseillère informa alors le milieu que dans son infolettre de février, la STM avait annoncé le début du processus de révision de la desserte dans Pointe-Saint-Charles et la sollicitation prochaine d'une rencontre avec l'arrondissement (**#38 RT 1-Création/construction continue des réseaux sociotechniques : connaissance sur le processus à venir**). Cette rencontre se déroula en mai 2010. En d'autres circonstances, le comité de suivi de l'Opération populaire d'aménagement (OPA) avait appris qu'une rencontre avait déjà eu lieu entre l'arrondissement et la STM en 2009. Ainsi, le dossier de la révision progressait entre la STM et l'arrondissement sans que le milieu communautaire ne soit consulté, renforçant ainsi le besoin d'Action-Gardien de revendiquer sa place à la table de discussion.

En 2009-2010, le Comité sécurité alimentaire renforça ses liens avec l'OPA d'Action-Gardien (**#39 RT 11A-Solidification/Extension des réseaux : OPA**), qui accepta de porter les revendications du comité lors de ses rencontres de suivi avec l'arrondissement qui rassemblent des fonctionnaires (directeurs de service) et la mairie³⁷. Le 29 mars 2010, la chargée de concertation du Comité sécurité alimentaire profita d'une des rencontres pour faire valoir l'importance de créer des comités de travail avec la STM pour la révision de la desserte (**#40 RT 7-Représentation par des porte-parole**). Elle reçut peu d'ouverture de la part de l'arrondissement, la vigilance et la revendication étant alors toujours de mise. Au cours du printemps, la chargée de concertation du Comité sécurité alimentaire rencontra aussi une conseillère municipale du Sud-Ouest³⁸ (**#41 RT 7-Représentation par des porte-parole**) qui lui offrit son appui afin de réaliser des pressions auprès de l'arrondissement et de la STM (**#42 RT 9A-Alignement d'intérêt-Déplacement d'acteurs**).

Comme l'année précédente, au courant du printemps, le Comité sécurité alimentaire produisit un bilan de ses activités ainsi qu'un plan d'action pour la prochaine année qui furent envoyés à la DSP (**#43 RT 4-Production d'intermédiaires : bilan et plan ; #44 RT 5-Placement d'intermédiaires**). Celle-ci se montra satisfaite des actions du comité et accepta de renouveler son financement (**#45 RT 10A-Captation de ressources : financement DSP**).

Au printemps 2010, la chargée de projet du Comité sécurité alimentaire participa à des rencontres sur le transport en commun tenues par le Conseil des Montréalaises³⁹. Afin d'encourager un dialogue constructif, ces rencontres regroupèrent des acteurs communautaires, politiques, de la STM et de l'administration de la Ville de Montréal. Les échanges mirent en

³⁷ Ce mécanisme de suivi a été implanté avec l'arrondissement suite à la tenue du vaste exercice de diagnostic et d'aménagement du quartier en 2004 avec l'Opération populaire d'aménagement. Quelques rencontres par année permettent ainsi aux citoyens de l'OPA de faire le suivi des priorités d'amélioration du quartier qui leur tiennent à cœur.

³⁸ Cette conseillère municipale ne faisait pas partie du parti alors au pouvoir au sein de l'arrondissement.

³⁹ Organisme consultatif créé par la Ville de Montréal suite au Sommet de Montréal en 2002 dont le but est de conseiller l'administration municipale sur les questions relatives aux conditions des femmes sur le territoire montréalais.



lumière la globalité des problèmes relevés dans Pointe-Saint-Charles : prix trop élevé du transport en commun et basse fréquence de passage des autobus. La chargée de projet obtint d'ailleurs l'appui du Conseil des Montréalaises et des autres groupes communautaires qui se montrèrent intéressés à écrire des lettres de pression auprès de l'arrondissement du Sud-Ouest et de la STM (**#46 RT 9A-Alignement d'intérêt-Déplacement d'acteurs**).

En début d'année, le Comité réalisa un sondage auprès des citoyens sur l'offre de service en alimentation et en transport en commun. Il fut diffusé par les partenaires, mais aussi via la réalisation de kiosques dans les lieux publics, lors des événements de quartier et dans les groupes communautaires, lors d'une rencontre d'Action-Gardien (3 février 2010) ainsi que sur son site internet. 203 personnes y répondirent; les résultats renforcèrent les constats réalisés dans les analyses précédentes et donnèrent du poids aux commentaires citoyens recueillis à l'assemblée publique (**#47 RT 8-Solidification des porte-parole et des intermédiaires**). Pour l'ensemble des répondants au sondage, la proximité des commerces était importante dans le choix du lieu pour effectuer leur épicerie; toutefois, les répondants se disaient prêts à se déplacer plus loin pour acheter des fruits et légumes. Au contraire des autres résidents, ceux qui vivent dans le sud du quartier Pointe-Saint-Charles choisissaient quant à eux leur lieu de magasinage en fonction du prix, ne disposant pas de commerces de proximité dans leur secteur désigné comme un désert alimentaire. Les trois quarts des participants au sondage jugeaient l'offre alimentaire insuffisante dans le quartier, notamment sur la rue Wellington⁴⁰. Peu de répondants disaient utiliser les transports en commun pour se rendre à l'épicerie, ce qui pourrait s'expliquer, selon le Comité, par l'inadéquation du service avec les besoins du quartier⁴¹. Parallèlement, la majorité des répondants utilisaient le transport en commun pour leurs déplacements en général, et le quart des répondants considérait que la qualité du service et son coût décourageaient son utilisation⁴². Le service avait d'ailleurs un fort taux d'insatisfaction (47%), notamment en raison du manque de fréquence (52%) et du non-respect des horaires (32%)⁴³. Finalement, une portion des résidents du sud du quartier Pointe-Saint-Charles (soit l'emplacement désigné comme un désert alimentaire) ont mentionné avoir déjà eu des difficultés à acheter de la nourriture en raison du transport⁴⁴.

⁴⁰ Comité de sécurité alimentaire d'Action-Gardien (2010a, p. 3-4)

⁴¹ Comité de sécurité alimentaire d'Action-Gardien (2010a, p. 4)

⁴² Comité de sécurité alimentaire d'Action-Gardien (2010a, p. 10)

⁴³ Comité de sécurité alimentaire d'Action-Gardien (2010a, p. 10)

⁴⁴ Comité de sécurité alimentaire d'Action-Gardien (2010a, p. 3)



Après avoir recueilli toutes ces données, le Comité sécurité alimentaire décida de tenir un grand forum afin d'explorer collectivement des pistes d'action pour l'amélioration de l'accessibilité à des aliments frais dans le quartier. Plusieurs efforts furent déployés afin de regrouper le plus grand nombre de personnes : invitation des élus, invitation des citoyens en porte-à-porte, diffusion dans le journal local, sur la page internet et dans une cyberlettre. Tenu le 2 octobre 2010, le Forum La pointe en bouche a réuni 75 participants, dont le maire d'arrondissement et des représentants de la DSP (**#48 RT 8-Solidification des porte-parole et des intermédiaires : délibération collective, grande participation citoyenne et présence d'acteurs d'intérêt**).



L'événement débuta en matinée par la réalisation d'un rallye aux épiceries. Quelques citoyens se sont prêtés au jeu d'aller faire leurs courses en transport en commun dans les épiceries limitrophes et celles du quartier. Cette expérience démontra que pour un même montant d'argent, il avait été plus avantageux de se rendre aux épiceries à rabais à l'extérieur du quartier, les participants ayant pu s'offrir davantage de produits. Toutefois, ces mêmes participants avaient mis considérablement plus de temps pour leur trajet en transport en commun en raison des transferts de ligne d'autobus à effectuer. Les résultats de ce rallye furent analysés et présentés en ouverture du Forum (**#49 RT 1-Création/construction continue des réseaux sociotechniques : connaissances empiriques**).

L'événement se poursuivit avec la présentation des résultats des études en sécurité alimentaire et du sondage, résultats qui furent aussi remis en format résumé aux participants (**#50 RT 5-Placement d'intermédiaires**). S'ensuivirent des ateliers de discussion afin de commenter et de bonifier les résultats présentés et de proposer des solutions aux problématiques exposées. De multiples pistes furent proposées et quelques-unes se penchaient sur les problématiques de transport dans le quartier en lien avec l'alimentation. L'on suggéra alors de faire des pressions auprès de la STM afin de modifier le trajet de l'autobus 57, qui dessert le sud du quartier, pour que son parcours croise les épiceries Maxi et Super C situées à l'extérieur de Pointe-Saint-Charles⁴⁵. Ainsi, le forum permit de mobiliser le quartier derrière des revendications d'amélioration de la desserte à la STM⁴⁶.

Suite au Forum, la fin de l'année 2010 fut marquée par de grands changements au sein du Comité sécurité alimentaire. En raison de questionnements soulevés par plusieurs groupes, du désistement de certains et du départ de la chargée de projet durant l'année, le plan de travail du comité est revu afin de concentrer les efforts sur certains dossiers. De plus, la fin prochaine du cycle de financement de la DSP ayant permis le projet « Manger, un plaisir durable » impliquait

⁴⁵ Comité de sécurité alimentaire d'Action-Gardien (2010c)

⁴⁶ Participant #1 (2019, p. 4)



une réattribution de certains dossiers à l'interne afin d'en assurer la continuité. À la fin octobre, lors de l'adoption du plan d'action d'Action-Gardien en assemblée générale, les membres approuvèrent cette réattribution. Ainsi, l'**Opération populaire d'aménagement (OPA)** accepta de prendre en charge le dossier de la desserte en transport en commun et en a fait le suivi des représentations suite au Forum (**#51 RT 1-Création/construction continue des réseaux sociotechniques**). Déjà, en novembre, l'OPA questionna l'arrondissement lors de sa rencontre de suivi avec lui (**#52 RT 7-Représentation par des porte-parole**): bien que le cheminement administratif soit presque complété, le dossier de la révision de la desserte ne progresserait plus entre la STM et l'arrondissement, au point où celui-ci prévoyait faire une intervention au CA public de la STM afin d'obtenir leurs plans de révision de la desserte.

Tableau 4 Chaîne de résultats transitoires 2010

Quand?	Qui?	Produit quoi?	Avec quelles conséquences ?	Résultats transitoires de l'action produite
2010	Comité sécurité alimentaire	Renforcement des liens avec l'OPA	Meilleure intégration des dossiers	RT 11A-Solidification/Extension des réseaux
2010-Mars	Comité aménagement	Représentation au conseil d'arrondissement concernant la place de la voiture au sein du projet de redéveloppement des terrains du CN	Nouvelle manifestation de reconnaissance des problèmes du transport en commun de la part du maire Captation d'information sur le processus de révision (annonce de l'infolettre de la STM)	RT 9A-Alignement d'intérêt-Déplacement d'acteurs RT 1-Création/construction continue des réseaux sociotechniques
2010-03-29	Comité sécurité alimentaire	Représentation lors d'une rencontre du mécanisme de suivi de l'OPA avec l'arrondissement	Pression pour la mise sur pied d'un comité de travail sur la révision de la desserte	RT 7-Représentation par des porte-parole
2010-Printemps	Comité sécurité alimentaire	Rencontre avec une conseillère municipale du Sud-Ouest (Sophie Thiébault)	Obtention de son appui pour réaliser des pressions pour la mise en place de consultations sur la révision de la desserte	RT 9A-Alignement d'intérêt-Déplacement d'acteurs RT 7-Représentation par des porte-parole
2010-Printemps/Été	Comité sécurité alimentaire	Présentation d'un bilan d'activité et d'un plan d'action pour la prochaine année à la DSP	Renouvellement du financement	RT 4-Production d'intermédiaires RT 5-Placement d'intermédiaires RT 10A-Captation de ressources
2010-03-25 et	Comité sécurité alimentaire	Participation à des rencontres de discussion sur l'accessibilité du transport	Partage de réalités avec les autres participants	RT 9A-Alignement d'intérêt-Déplacement d'acteurs



Quand?	Qui?	Produit quoi?	Avec quelles conséquences ?	Résultats transitoires de l'action produite
2010-05-25		en commun tenues par le Conseil des Montréalaises	Obtention de l'appui du Conseil et de l'intérêt des autres participants afin de réaliser des pressions sur la STM et l'arrondissement du Sud-Ouest pour la mise en place de consultations	
2010-Hiver	Comité sécurité alimentaire	Réalisation d'un sondage auprès des citoyens sur l'offre de service en alimentation et en transport en commun	Renforcement des constats tirés des analyses effectuées en 2009	RT 8-Solidification des porte-parole et des intermédiaires
2010-10-02	Comité sécurité alimentaire	Tenue du Forum la Pointe en bouche - Présence du maire et de la DSP - 75 participants	Mise en circulation des études réalisées auprès des citoyens Échanges avec la population et les acteurs stratégiques présents	RT 8-Solidification des porte-parole et des intermédiaires RT 5-Placement d'intermédiaires
2010-10-02	Comité sécurité alimentaire	Dans le cadre du forum, réalisation d'un rallye aux épiceries	Production de nouvelles connaissances empiriques	RT 1- Création/construction continue des réseaux sociotechniques
2010-Novembre	Opération populaire d'aménagement	L'OPA questionna l'arrondissement sur la mise en place des comités de travail	Pression du milieu Obtention d'informations de suivi	RT 7-Représentation par des porte-parole
2010-décembre	Opération populaire d'aménagement	Réorganisation du plan de travail du Comité sécurité alimentaire : l'OPA accepte de prendre en charge le dossier de la desserte en transport en commun	Prise en charge par un nouveau porteur Modification dans les méthodes d'action et de suivi	RT 1- Création/construction continue des réseaux sociotechniques

6.4 – 2011

Le 17 janvier 2011, la chargée de projet de l'OPA eut une rencontre d'échange d'information sur la circulation locale avec la chef de circulation de l'arrondissement (**#53 RT 7-Représentation par des porte-parole**). Ce fut l'occasion d'apprendre que la STM et l'arrondissement avaient réussi à se rencontrer pour valider les plans de révision de la desserte. Le mois suivant, le 21 février, ils invitèrent donc l'OPA à une rencontre afin de lui présenter les projets de modification de service (**#54 RT 8-Solidification des porte-parole et des intermédiaires : reconnaissance de la crédibilité**



de l'OPA comme interlocuteur). Une discussion put ainsi s'ouvrir sur les problématiques en général, de même que sur les deux propositions formulées par la STM : bonifier la fréquence de la ligne 57 ou créer une nouvelle ligne qui desservirait plusieurs points stratégiques du quartier et des alentours, dont l'Hôpital de Verdun et les épiceries limitrophes au quartier. Face à cette proposition de nouvelle ligne, l'OPA considéra que la STM avait pris en compte les préoccupations citoyennes transmises en 2009 (**#55 RT 9A-Alignement d'intérêt-Déplacement d'acteurs**). L'OPA vit aussi une influence de ses discussions avec l'arrondissement tenues dans le cadre de travaux autour du Pôle Saint-Charles, en début d'année 2010, où la difficulté de se déplacer en transport en commun vers les quartiers limitrophes avait été exposée. L'arrondissement semble par la suite avoir assimilé cette problématique et l'avoir portée lors de ses rencontres avec la STM en 2010⁴⁷. Bref, les représentants de l'OPA voyaient plusieurs avantages à cette proposition de nouvelle ligne: accès à des points stratégiques⁴⁸, un autobus qui serait plus ponctuel puisque son trajet ne croiserait pas le trafic du centre-ville, etc... Toutefois, il apparaissait important que les citoyens eux-mêmes puissent se prononcer sur cette proposition. Ainsi, à la demande de l'OPA, la STM s'engagea à effectuer une consultation citoyenne sur ses propositions d'amélioration du service.

Suite à cette présentation, l'OPA présenta la proposition de nouvelle ligne lors de l'assemblée générale d'Action-Gardien du 23 février 2011 (**#56 RT 8-Solidification des porte-parole et des intermédiaires : auprès des membres par la délibération collective**). Le tracé fut envoyé aux différents groupes communautaires et leurs commentaires furent recueillis et communiqués à la STM (**#57 RT 7-Représentation par des porte-parole**). L'assemblée de consultation des citoyens devait initialement se dérouler dans un court délai suivant la rencontre de février, soit le 4 avril 2011. En préparation de cette rencontre, l'arrondissement aurait toutefois insisté pour que la proposition de nouvelle ligne soit présentée aux citoyens, malgré les réticences de la STM à dévoiler ses plans (**#58 RT 9A-Alignement d'intérêts-Déplacement d'acteurs : revendication de consultation des citoyens**). Face à cette demande, la STM dut reporter l'assemblée à une date ultérieure afin de finaliser sa proposition de nouvelle ligne. Sous l'initiative du Carrefour d'éducation populaire, une lettre et une pétition, signées autant par les citoyens que les organismes communautaires, furent envoyées à la STM en avril afin de faire pression pour la tenue rapide de l'assemblée de consultation (**#59 RT 7-Représentation par des porte-parole : pression**). La STM lui offrit une réponse par courrier en réitérant son intérêt d'effectuer une telle assemblée (**#60 RT 9A-Alignement d'intérêt-Déplacement d'acteurs**). L'OPA effectua elle aussi quelques suivis avec la STM et l'arrondissement afin de s'assurer de la tenue de l'événement, malgré le report (**#61 RT 7-Représentation par des porte-parole : pression**).

Entre-temps, les différents comités d'Action-Gardien continuèrent leurs activités d'information et de consultation des citoyens. Durant l'hiver, le Comité sécurité alimentaire envoya une lettre aux participants du Forum La Pointe en bouche afin de les informer de l'avancement des priorités (**#62 RT 8-Solidification des porte-parole et des intermédiaires**). L'OPA tint durant l'été 2011 des

⁴⁷ Participants #2 (2019, p. 2;13)

⁴⁸ Opération populaire d'aménagement d'Action-Gardien (2015)



kiosques lors d'événements de quartier afin de discuter à nouveau des problématiques de transport avec les citoyens et de recueillir leurs commentaires sur la proposition de nouvelle ligne (**#63 RT 8-Solidification des porte-parole et des intermédiaires**). Les mêmes critiques surgirent : manque de fréquence et de fiabilité, mauvais déneigement dans le sud du quartier, nécessité de desservir les points stratégiques, etc. L'OPA récolta aussi les courriels des citoyens désirant suivre de plus près ce dossier, ce qui permit de leur envoyer personnellement une invitation à la consultation publique à la fin de l'été.

Au courant du printemps, le Comité sécurité alimentaire produisit un nouveau bilan de ses activités ainsi qu'un plan d'action pour la prochaine année qui furent envoyés à la DSP (**#64 RT 4-Production d'intermédiaires : bilan et plan; #65 RT 5-Placement d'intermédiaires**). Après quelques ajustements au plan d'action, la DSP accepta de renouveler son financement (**#66 RT 10A-Captation de ressources : financement : DSP**).

C'est finalement le 8 septembre 2011 que la STM organisa la consultation publique sur la nouvelle ligne d'autobus. L'OPA placarda au préalable des affiches dans tout le quartier, et même une conseillère municipale incita les citoyens à participer lors du conseil d'arrondissement de septembre. Cette assemblée fut l'occasion pour l'OPA et les citoyens de faire valoir leurs demandes d'amélioration de la desserte dans le quartier (**#67 RT 7-Représentation par des porte-parole**). Notamment, la nouvelle ligne présentée différait de la version de février et ne se rendait alors plus jusqu'à l'Hôpital de Verdun (**#68 RT 9B-Désalignement d'intérêts**); des citoyens le soulignèrent et revendiquèrent ce prolongement⁴⁹.

Globalement, la proposition fut tout de même bien accueillie par les citoyens. L'OPA envoya à la fin septembre une lettre à la STM afin d'encourager la mise en service rapide de la ligne et afin d'être impliquée dans le suivi de son implantation (**#69 RT 7-Représentation par des porte-parole : lettre de suivi**). Le 19 octobre, la STM sollicita une rencontre avec Action-Gardien afin de discuter de la publicisation de la nouvelle ligne; ce fut aussi l'occasion d'inviter AG à la conférence de presse de lancement (**#70 RT 8-Solidification des porte-parole et des intermédiaires : reconnaissance de l'importance d'AG**). Les représentants de la STM s'engagèrent par ailleurs à faire le suivi de la mise en place de la ligne avec le milieu (**#71 RT 9A-Alignement d'intérêt-Déplacement d'acteurs**).

C'est à la rencontre de son conseil d'administration (CA) du 7 décembre 2011 que la STM approuva la mise en service de la nouvelle ligne 71 (**#72 RT 12A-Engagement d'acteurs décisionnels dans la réalisation du changement**). Des représentants de l'OPA étaient présents à cette rencontre afin de revendiquer la mise en place d'un comité de suivi pour l'évaluation de la ligne (**#73 RT 7-Représentation par des porte-parole**). La STM assura qu'un suivi serait fait

⁴⁹ L'OPA aurait par la suite appris que la STM ne souhaitait pas avoir à négocier l'implantation de la nouvelle ligne avec l'arrondissement de Verdun, l'implantation étant voulue dans un avenir rapproché. Dans le cadre de l'évaluation de la mise en place de la ligne, une prolongation pourrait être envisagée et des discussions pourraient alors avoir lieu avec cet arrondissement.



comme après chaque nouvelle mise en place. Celui-ci passerait par l'arrondissement qui prend généralement la peine de mobiliser les groupes du quartier dans la démarche.

Tableau 5 Chaîne de résultats transitoires 2011

Quand?	Qui?	Produit quoi?	Avec quelles conséquences ?	Résultats transitoires de l'action produite
2011-01-17	Opération populaire d'aménagement	Rencontre d'échange d'information sur la circulation locale avec la chef de section de la circulation de l'arrondissement	Pression du milieu Obtention d'informations de suivi	RT 7-Représentation par des porte-parole
2011-02-21	Opération populaire d'aménagement	Rencontre avec la STM et l'arrondissement sur l'offre de transport et les projets de modification de service	Reconnaissance de l'OPA comme d'un interlocuteur crédible Alignement d'intérêts avec les préoccupations du milieu	RT 8-Solidification des porte-parole et des intermédiaires RT 9A-Alignement d'intérêt-Déplacement d'acteurs
2011-Février/Mars	Opération populaire d'aménagement	Présentation de la nouvelle ligne à l'assemblée générale d'Action-Gardien, mise en circulation du tracé et recueil des commentaires des groupes	Renforcement de l'argumentaire des demandes d'ajustement à la proposition de ligne	RT 8-Solidification des porte-parole et des intermédiaires
2011-Printemps	Opération populaire d'aménagement	Envoi des commentaires des groupes sur la nouvelle ligne à la STM	Transmission des demandes de modification	RT 7-Représentation par des porte-parole
2011-Printemps	Arrondissement du Sud-Ouest	L'arrondissement effectue des pressions afin que la nouvelle ligne soit présentée lors de la consultation avec les citoyens	Reconnaissance de l'importance de consulter pleinement les citoyens Report de la consultation par la STM initialement prévue en avril	RT 9A-Alignement d'intérêt-Déplacement d'acteurs RT
2011-04-01	Carrefour d'éducation populaire	Pression du Carrefour d'éducation populaire pour la tenue rapide de l'assemblée de consultation (envoi d'une lettre et d'une pétition)	Représentation La STM confirma son intérêt à réaliser l'assemblée	RT 9A-Alignement d'intérêt-Déplacement d'acteurs RT 7-Représentation par des porte-parole
2011-Printemps et Été	Opération populaire d'aménagement	Suivis auprès de la STM pour la tenue rapide de l'assemblée de consultation	Pression du milieu	RT 7-Représentation par des porte-parole



Quand?	Qui?	Produit quoi?	Avec quelles conséquences ?	Résultats transitoires de l'action produite
2011-Printemps/Été	Comité sécurité alimentaire	Présentation d'un bilan d'activité et d'un plan d'action pour la prochaine année à la DSP	Renouvellement du financement	RT 4-Production d'intermédiaires RT 5-Placement d'intermédiaires RT 10A-Captation de ressources
2011-Printemps	Comité sécurité alimentaire	Envoi d'une lettre aux participants du forum afin de les informer de l'avancement des priorités	Consolidation du lien avec la population et de la légitimité du travail accompli	RT 8-Solidification des porte-parole et des intermédiaires
2011-Été	Opération populaire d'aménagement	Tenue de kiosques d'information et de sensibilisation des citoyens dans des événements du quartier : présentation de la nouvelle ligne et collecte des commentaires	Information et consultation des citoyens	RT 8-Solidification des porte-parole et des intermédiaires
2011-09-08	STM	Tenue par la STM de la consultation publique sur la nouvelle ligne d'autobus : - la nouvelle ligne ne se rendait alors plus jusqu'à l'Hôpital de Verdun	L'OPA et les citoyens font valoir leurs demandes Perte d'un élément demandé par le milieu	RT 7-Représentation par des porte-parole RT 9B-Désalignement d'intérêts
2011-09-28	Opération populaire d'aménagement	Suivi post-consultation afin d'encourager la mise en service rapide de la nouvelle ligne et afin d'être impliqué dans son suivi	Pression du milieu	RT 7-Représentation par des porte-parole
2011-10-19	STM	Sollicitation d'une rencontre avec l'OPA afin de discuter de la publicisation de la ligne 71 et de l'inviter à la conférence de presse de lancement Engagement des interlocuteurs à faire un suivi de la ligne avec le milieu	Reconnaissance de l'importance locale de cet acteur et de sa qualité de lien avec le milieu	RT 8-Solidification des porte-parole et des intermédiaires RT 9A-Alignement d'intérêt-Déplacement d'acteurs
2011-12-07	Conseil d'administration de la STM	Approbation de la mise en service de la nouvelle ligne 71	Engagement officiel de la STM	RT 12A-Engagement d'acteurs décisionnels dans la réalisation du changement



Quand?	Qui?	Produit quoi?	Avec quelles conséquences ?	Résultats transitoires de l'action produite
2011-12-07	Opération populaire d'aménagement	Présence de l'OPA au conseil d'administration de la STM ayant approuvé la nouvelle ligne afin de revendiquer la mise sur pied d'un comité de suivi de la ligne	Pression du milieu	RT 7-Représentation par des porte-parole

6.5 – 2012

En janvier 2012, le Comité sécurité alimentaire distribua en porte à porte 6500 copies du journal la Pointe en bouche afin d'informer les citoyens de l'avancement des priorités énoncées lors du forum (**#74 RT 8-Solidification des porte-parole et des intermédiaires**). Il fut ainsi ravi d'annoncer la mise en service de la nouvelle ligne, laquelle se fit le 27 février 2012 (**#1 Effet : nouvelle ligne d'autobus améliorant l'accès aux commerces en alimentation**).

Tableau 6 Chaîne de résultats transitoires 2012

Quand?	Qui?	Produit quoi?	Avec quelles conséquences ?	Résultats transitoires de l'action produite
2012-02-27	STM	Mise en service de la ligne 71	Amélioration de l'accès aux commerces en alimentation situés à l'extérieur du quartier	Effet
2012-janvier	Comité sécurité alimentaire	Distribution en porte-à-porte de 6500 copies du journal La Pointe en bouche afin d'informer les citoyens de l'avancement des priorités énoncées lors du forum	Consolidation du lien avec la population et de la légitimité du travail accompli	RT 8-Solidification des porte-parole et des intermédiaires
2012-03-05	Opération populaire d'aménagement	Obtention de l'intérêt du maire à s'impliquer pour la mise en place d'un comité de suivi de la ligne	Appui du maire	RT 9A-Alignement d'intérêt-Déplacement d'acteurs RT 7-Représentation par des porte-parole
2012-Avril	Opération populaire d'aménagement	Suivis auprès de la STM afin d'assurer l'adéquation de la ligne 71 avec les besoins du quartier	Représentation et pression du milieu	RT 7-Représentation par des porte-parole



Quand?	Qui?	Produit quoi?	Avec quelles conséquences ?	Résultats transitoires de l'action produite
2012- Automne	DSP	Réalisation d'un sondage auprès des utilisateurs de la ligne 71	Confirmation de l'analyse des besoins qu'Action-Gardien avait réalisée; gain en crédibilité	RT 8-Solidification des porte-parole et des intermédiaires

6.6 – Post mise en service

Malgré cette victoire, l'OPA poursuit ses efforts auprès de la STM et de l'arrondissement afin d'assurer l'adéquation de la ligne 71 avec les besoins du quartier. L'OPA se fit donc un devoir durant l'année de talonner la STM afin de mettre sur pied et de participer à un comité de suivi⁵⁰. L'OPA craignait en effet que la STM ne profite de l'implantation de la nouvelle ligne pour diminuer le service de la ligne 57, qui était déjà jugé insatisfaisant et insuffisant. Les citoyens souhaitaient aussi des ajustements à la ligne 71, notamment son rallongement jusqu'à l'Hôpital de Verdun, mais aussi son décalage avec les autres lignes circulant dans le quartier.

En mars 2012, lors de leur rencontre de suivi, l'OPA obtint l'intérêt du maire de l'arrondissement à s'impliquer pour la mise sur pied d'un comité de suivi de la ligne avec la STM (**#75 RT 9A-Alignement d'intérêt-Déplacement d'acteurs; #76 RT 7-Représentation par des porte-parole**). En avril, des discussions avec la STM révélèrent qu'elle considérait la mise en place de la nouvelle ligne comme un succès. Bien que la STM jugeait qu'il était encore trop tôt pour effectuer l'évaluation de la ligne, l'OPA lui communiqua certains des ajustements désirés par les citoyens (**#77 RT 7-Représentation par des porte-parole**).

À l'automne 2012, dans le contexte du projet « Manger, un plaisir durable », la DSP réalisa un sondage auprès des utilisateurs de la ligne 71 (45 répondants). Elle consulta d'ailleurs Action-Gardien pour l'ajout de questions : il fut suggéré de sonder les désirs d'amélioration du service des citoyens. Les répondants dirent notamment que leur accès aux épiceries ainsi qu'à des fruits et légumes s'était amélioré avec la mise en service de la 71. Plusieurs utilisaient aussi la nouvelle ligne pour effectuer leurs achats. Ces informations confirmèrent la lecture des besoins citoyens et le bien-fondé des revendications d'Action-Gardien, ce qui engendra un gain en crédibilité pour la Table Action-Gardien auprès de la DSP⁵¹ (**#78 RT 8-Solidification des porte-parole et des intermédiaires**).

⁵⁰ Opération populaire d'aménagement d'Action-Gardien (2014)

⁵¹ Participant #1 (2019, p. 22)



En mai 2013, l'OPA lança elle aussi un sondage qui porta sur la desserte du transport en commun en général, lui permettant aussi de recueillir les commentaires de suivi des citoyens sur la ligne 71 et de demeurer en phase avec eux (**#79 RT 8-Solidification des porte-parole et des intermédiaires : consultation**). Il fut diffusé en version papier dans de nombreux événements du quartier et auprès des usagers de même qu'en version numérique sur le site d'Action-Gardien. La compilation s'effectua en début d'année 2014. Des 138 répondants, 39% utilisaient la ligne 71 pour se déplacer vers les commerces en alimentation. Les mêmes insatisfactions et demandes sont encore soulevées : mauvaise synchronisation avec la ligne 57 (70%), non-respect des horaires, nécessité de déneiger les rues dans le sud du quartier pour que les autobus y passent, demandes de rallonger la ligne 71 vers la station de métro De l'Église (32%) et d'augmenter la fréquence du service (55%). Bref, de nombreuses améliorations sont encore souhaitées pour la ligne 71.

À l'automne 2013, les élections municipales furent une nouvelle occasion de demander la révision de la ligne. Ainsi, avec son cahier électoral de revendications, Action-Gardien demanda aux candidats de se positionner en faveur d'une participation à un comité de suivi avec la STM du projet-pilote de la ligne 71 (**#80 RT 4-Production d'intermédiaires; #81 RT 5-Placement d'intermédiaires**). Suite aux élections, l'OPA envoya aux nouveaux élus un document présentant le mécanisme de suivi ainsi que les différents dossiers en cours qui nécessitaient une bonne collaboration avec l'arrondissement. La participation de l'arrondissement au processus d'évaluation de la ligne 71 et de la desserte en général du quartier y était mentionnée (**#82 RT 7-Représentation par des porte-parole**).

En janvier 2014, l'OPA produisit un résumé du sondage (**#83 RT 4-Production d'intermédiaires**) qu'elle présenta à deux occasions à des acteurs d'intérêts (**#84 RT 5-Placement d'intermédiaires**). Tout d'abord, l'OPA le présenta au maire d'arrondissement lors de leur rencontre de suivi du 24 avril 2014 (**#85 RT 7-Représentation par des porte-parole**). Le maire fit une bonne réception à ce document en mentionnant que les résultats du sondage confirmaient les demandes de modification que l'arrondissement souhaitait formuler à la STM. Le maire s'engagea alors à écrire au transporteur en intégrant l'OPA dans la boucle de communication (**#86 RT 9A-Alignement d'intérêt-Déplacement d'acteurs**). Le résumé du sondage fut aussi présenté au CA public de la STM le 2 juillet 2014 (**#87 RT 7-Représentation par des porte-parole**). L'OPA demanda par la même occasion à avoir une personne-ressource avec qui discuter des améliorations de la ligne. La STM fit aussi une bonne réception à ce document puisqu'elle venait d'entamer un processus d'évaluation interne de la ligne suite à des commentaires reçus concernant sa sous-utilisation.

En septembre 2015, sans réponse depuis sa représentation au CA de la STM un an auparavant, l'OPA décida de relancer les fonctionnaires qu'ils connaissaient ainsi que Craig Sauvé, un conseiller municipal du Sud-Ouest sensible aux questions de transport en commun. Ces démarches menèrent à une rencontre avec la STM le 19 octobre 2015 (**#88 RT 7-Représentation par des porte-parole**). Peu d'ouverture fut alors manifestée face aux demandes liées à la ligne



71 : la STM réviserait les horaires lorsqu'un ajout de service pourra être fait. Une rencontre de suivi serait à prévoir au printemps 2016, laquelle n'eut finalement jamais lieu.

En septembre 2016, l'OPA tint une assemblée publique sur le transport en commun et réalisa un petit sondage sur la desserte (**#89 RT 8-Solidification des porte-parole et des intermédiaires**). Puis, le 30 novembre 2016, la STM organisa une séance d'information publique sur le transport en commun dans le Sud-Ouest. Des membres de l'OPA s'y rendirent pour continuer de revendiquer des améliorations à la ligne 71 (**#90 RT 7-Représentation par des porte-parole**). Une relance de la STM s'effectua durant l'hiver 2017, lors de la révision du plan de travail de l'OPA. Bien qu'une réponse favorable fut reçue au cours du printemps, l'OPA remit le suivi du dossier à l'automne, n'ayant pas suffisamment de temps à y consacrer.

En mars 2018, des bonifications sont apportées au service de la ligne 71, dont une prolongation des passages en soirée (**#2 Effet**). Puis, avec la venue du Réseau Express Métropolitain (REM) (train à grande vitesse) dans la grande région de Montréal, la STM enclencha à la fin de l'année 2018 un processus de consultation concernant la révision de la desserte d'autobus sur toute l'île de Montréal. L'OPA profita ainsi de chaque occasion pour faire valoir les demandes citoyennes d'amélioration (**#91 RT 7-Représentation par des porte-parole**). Ainsi, ses membres participèrent au sondage de consultation en ligne et se déplacèrent dans certaines rencontres de consultation. Toutefois, les contenus et questions de ces consultations et sondages étaient trop généraux pour pouvoir aborder les thèmes de la desserte locale de Pointe-Saint-Charles. L'OPA prit donc contact avec la STM afin qu'une rencontre de révision de la desserte d'autobus se déroule dans le quartier ou à tout le moins dans le Sud-Ouest.

Encore aujourd'hui, le service de la ligne 71 n'est pas jugé satisfaisant par les citoyens. L'amélioration de la desserte, et plus particulièrement de la ligne 71, demeura ainsi dans les plans d'action de l'OPA et d'Action-Gardien jusqu'en 2019 (date de fin de cette étude). Des efforts de représentations ont donc lieu presque annuellement pour l'améliorer; toutefois, la multiplication des dossiers à l'OPA fit en sorte que le comité dût mettre ses énergies ailleurs, espaçant ainsi ses suivis auprès de la STM⁵².

Tableau 7 Chaîne de résultats transitoires post mise en service

Quand?	Qui?	Produit quoi?	Avec quelles conséquences ?	Résultats transitoires de l'action produite
2013-Mai	Opération populaire d'aménagement	Diffusion d'un sondage sur l'état de la desserte en transport en commun : - sur internet - événements spéciaux	Consultation des citoyens sur leurs besoins	RT 8-Solidification des porte-parole et des intermédiaires

⁵² Participants #2 (2019)



Quand?	Qui?	Produit quoi?	Avec quelles conséquences ?	Résultats transitoires de l'action produite
		- conseils d'arrondissement - auprès des usagers		
2013-Automne	Action-Gardien	Intégration au cahier de revendications aux candidats de la demande de se positionner en faveur d'une participation à un comité de suivi de la ligne	Pression pour obtenir un engagement pour la mise sur pied d'un comité de suivi de la ligne 71	RT 4-Production d'intermédiaires RT 5-Placement d'intermédiaires
2013-Novembre	Opération populaire d'aménagement	Envoi aux nouveaux élus d'un document présentant le mécanisme de suivi ainsi que les différents dossiers en cours qui nécessitent une bonne collaboration avec l'arrondissement, dont celui du suivi de la ligne 71	Pression du milieu	RT 7-Représentation par des porte-parole
2014-Janvier	Opération populaire d'aménagement	Production d'un résumé du sondage et présentation au maire d'arrondissement (lors de la rencontre de suivi du 24 avril 2014) ainsi qu'au CA public de la STM (2 juillet 2014)	Communication des demandes du milieu et pression pour la mise en place d'un comité de suivi Obtention d'un engagement à faire pression auprès de la STM	RT 9A-Alignement d'intérêt-Déplacement d'acteurs RT 7-Représentation par des porte-parole RT 4-Production d'intermédiaires RT 5-Placement d'intermédiaires
2014-07-02	Opération populaire d'aménagement	Présentation CA public de la STM (2 juillet 2014) d'un résumé du sondage	Communication des demandes du milieu et pression pour la mise en place d'un comité de suivi	RT 7-Représentation par des porte-parole
2015-Septembre et octobre	Opération populaire d'aménagement	Relance des contacts à la STM et de Craig Sauvé qui se solda par une rencontre avec la STM le 19 octobre 2015	Transmission des demandes d'ajustement des citoyens Pression du milieu	RT 7-Représentation par des porte-parole
2016-Septembre	Opération populaire d'aménagement	Assemblées citoyennes sur le transport en commun et réalisation d'un sondage auprès des participants	Recueil des commentaires citoyens	RT 8-Solidification des porte-parole et des intermédiaires
2016-11-26	Opération populaire d'aménagement	Représentation de l'OPA à une soirée d'information sur le transport collectif dans le Sud-Ouest organisée par la STM	Transmission des demandes d'ajustement des citoyens Pression du milieu	RT 7-Représentation par des porte-parole



Quand?	Qui?	Produit quoi?	Avec quelles conséquences ?	Résultats transitoires de l'action produite
2018-03	STM	Bonifications à la ligne 71	Ajout de service	Effet
2018-Automne	Opération populaire d'aménagement	Relance d'un processus de consultation de la STM concernant la révision de la desserte d'autobus sur toute l'île : - OPA participa au sondage en ligne - Des membres se déplacèrent dans des rencontres de consultation - L'OPA prit contact avec la STM afin de demander la tenue d'une rencontre locale de révision - L'OPA en profita aussi pour documenter les problèmes de synchronisation entre les autobus	Transmission des demandes d'ajustement des citoyens Pression pour avoir un processus localement Développement de connaissances empiriques soutenant les demandes citoyennes	RT 7-Représentation par des porte-parole

7 – EFFETS DES DÉMARCHES

Le milieu communautaire peut être fier d'avoir contribué à la création d'une nouvelle ligne d'autobus qui facilite l'accès aux commerces en alimentation situés au pourtour du quartier, dans Verdun et Petite-Bourgogne. Cette nouvelle ligne favorise cet accès pour tous, mais plus particulièrement pour la population située dans une zone identifiée comme un désert alimentaire, dans le sud du quartier. Selon le sondage effectué par la DSP, 69% des répondants trouvaient que leur accès aux commerces alimentaires avait été amélioré par l'implantation de la nouvelle ligne, et 64% étaient du même avis pour l'accès à des fruits et légumes. Une bonne partie des répondants disait aussi fréquenter la ligne afin d'effectuer leurs achats alimentaires : 29% l'utiliserait de 1-3 fois par mois, tandis que 17% l'utiliseraient hebdomadairement et 20% plus d'une fois par semaine⁵³. Il y a donc 66% des répondants qui utilisent la ligne d'autobus en direction de l'épicerie. Tout le processus de consultation et de recherche autour de la sécurité alimentaire permet aussi un meilleur accès de la population aux connaissances sur les ressources

⁵³ Comité de sécurité alimentaire d'Action-Gardien (2013, p. 3); Direction de la santé publique de Montréal (2012, p. 1-2)



alimentaires du quartier via les différentes cartes ressources et par leur participation au Forum La Pointe en bouche⁵⁴.

Ce travail mena aussi à d'autres pistes d'action pour Action-Gardien. L'amélioration de l'accès économique des habitants du sud du quartier était encore d'actualité suite à l'ajout de la nouvelle ligne; c'est pourquoi le quartier s'est lancé en 2012 dans la revendication d'une tarification sociale du transport en commun⁵⁵. La lutte pour un meilleur accès à des aliments s'organisa aussi autour d'une réflexion sur les commerces de proximité et la revitalisation des artères commerciales du quartier, soit les rues Wellington et Centre. Certains des travaux entamés furent aussi poursuivis par après : en 2017, le Comité sécurité alimentaire réalisa une seconde analyse des prix du panier à provisions nutritif dans le quartier, faisant suite à celle réalisée sur les fruits et légumes de 2009.

8 – ANALYSE DES RÉSULTATS TRANSITOIRES

L'étude de ce processus a mené à l'identification de 91 résultats transitoires présentés au tableau 8. Les RT les plus fréquents sont :

Tableau 8 Résultats transitoires les plus fréquents

Résultat transitoire	Occurrences	Proportion du total des RT identifiés
7-Représentation par des porte-parole	23	25%
8-Solidification des porte-parole et des intermédiaires	14	15%
9A-Alignement d'intérêts-Déplacement d'acteurs	13	14%
4-Production d'intermédiaires	12	13%
5-Placement d'intermédiaires	11	12%

Dans le cadre de ce projet, le milieu a réalisé de nombreuses représentations auprès des élus et de la STM, qu'il fallait convaincre de l'importance de consulter le milieu. Afin de recueillir les besoins de la population et ainsi d'être solidifiés dans leur rôle de porte-parole, les comités réalisèrent un important travail de consultation et de documentation des enjeux qui se concrétisa par des sondages, par la réalisation d'analyses, d'assemblées publiques, de kiosques d'information de même que de suivis par lettre auprès des citoyens. Plusieurs types d'intermédiaires résultèrent de ce travail de consultation du milieu, lesquels furent pour la plupart placés auprès d'acteurs d'intérêt : bilans et plans d'action, documents d'analyse ou de

⁵⁴ Comité de sécurité alimentaire d'Action-Gardien (2012)

⁵⁵ Table Action-Gardien (2013, p. 26)



sondage, mémoires, cahiers de revendications pour les élections. Au final, la crédibilité des porte-parole fut même reconnue à deux reprises par la société de transport.

Divers alignements d'intérêts feront en sorte que d'autres acteurs effectueront des pressions en faveur des revendications d'Action-Gardien : OCPM, élus, Conseil des Montréalaises. Certains alignements d'intérêt feront bouger les choses favorablement (ou en donnèrent l'espoir) pour la poursuite de l'objectif : la DRSP qui accepta de reconnaître l'OPA ou encore la STM qui reconnut les besoins citoyens dans sa proposition de nouvelle ligne, qui accepta de faire une consultation citoyenne et qui s'engagea à faire le suivi de la ligne avec le milieu.

Tableau 9 Fréquence d'apparition des différents résultats transitoires

Résultat intermédiaire (RT)	Fréquence en RT principal	Fréquence en RT secondaire 1	Fréquence en RT secondaire 2 et 3	Total d'apparition des RT	Poids du RT dans le total des actions menées
7-Représentation par des porte-parole	15	6	2	23	25%
8-Solidification des porte-parole et des intermédiaires	11	3		14	15%
9A-Alignement d'intérêts-Déplacement d'acteurs	13			13	14%
4-Production d'intermédiaires	5	6	1	12	13%
5-Placement d'intermédiaires	1	5	5	11	12%
1-Création/Construction continue des réseaux sociotechniques	8	1		9	10%
10A-Captation de ressources	4	1		5	5%
11A-Solidification/Extension des réseaux et des projets qu'ils portent	1			1	1%
12A-Engagement d'acteurs décisionnels dans la réalisation du changement	1			1	1%
2-Adoption de structures et de règles de gouvernance en réseau	1			1	1%
9B-Désalignement d'intérêts		1		1	1%
Total général	60	23	8	91	



9 – CONCLUSION

Cette étude présente un cas qui a abouti à un effet significatif en quatre ans d'action (2008-2012), ce qui a paru surprenant pour les acteurs rencontrés. Un certain nombre de facteurs favorables peuvent toutefois apporter un éclairage sur cette rapidité. Tout d'abord, notons la collaboration, dans une certaine mesure et encouragée par les représentations de la concertation, des acteurs-clés que sont l'arrondissement et la STM⁵⁶. Le contexte dans lequel le transporteur se retrouvait semble l'avoir prédisposé à écouter les demandes du milieu. En effet, la concertation s'est insérée dans une **fenêtre d'opportunité** ouverte par la STM avec son processus de révision de la desserte, lequel fut financé en raison de l'alignement d'intérêt des paliers de gouvernement local et supérieur pour l'amélioration du transport en commun. La fermeture de la station de métro Charlevoix durant la saison estivale 2009 fut l'occasion d'apprendre l'existence de ce processus de révision. La concertation a par la suite su saisir l'occasion et lier les problématiques d'accès à des aliments sains à ce processus, comme elle l'avait fait pour obtenir le financement de la DSP.

Malgré l'obtention de la ligne en début d'année 2012 et l'amélioration de l'accès à des aliments sains, l'OPA n'a jamais baissé les bras dans les années subséquentes dans le but d'assurer l'adéquation de la ligne aux autres besoins du milieu, comme celui d'accéder facilement à un milieu de soins. Il faut dire que l'implication sur le long-terme des citoyens au sein de l'OPA, mais aussi de plusieurs employés des groupes communautaires qui soutiennent le comité de suivi, a favorisé une continuité dans ce dossier et la persistance de la revendication dans le temps⁵⁷. Et ce, malgré un roulement des interlocuteurs à la STM et à l'arrondissement⁵⁸, qui a représenté tout un défi pour les porteurs du projet.

⁵⁶ Comité de sécurité alimentaire d'Action-Gardien (2012, p. 9)

⁵⁷ Participants #2 (2019)

⁵⁸ Participant #1 (2019); Participants #2 (2019, p. 17)



BIBLIOGRAPHIE

Bibliographie générale

- Akrich, M., Callon, M. et Latour, B. (2006). *Sociologie de la traduction : Textes fondateurs*. Paris: Presses des Mines.
- Barbier, R. (2010). Vers un modèle d'agir autonome. Dans M. Akrich, Y. Barthe, F. Muniesa & P. Mustar (dir.), *Débordements. Mélanges offerts à Michel Callon* (p. 9-12). Paris: Presses de l'École des mines.
- Baum, F. (2007). Cracking the nut of health equity: top down and bottom up pressure for action on the social determinants of health. *Promotion & Education*, 14(2), 90-95.
- Bernard, P., Charafeddine, R., Frohlich, K. L., Daniel, M., Kestens, Y. et Potvin, L. (2007). Health inequalities and place: A theoretical conception of neighbourhood. *Social Science and Medicine*, 65(9), 1839-1852. doi: <https://doi.org/10.1016/j.socscimed.2007.05.037>
- Bilodeau, A., Lefebvre, C., Galarneau, M. et Potvin, L. (2018). Quels sont les effets de l'action intersectorielle locale sur les milieux de vie et comment sont-ils produits? *Le Point sur... l'action intersectorielle* (Vol. 4). Montréal: Centre de recherche Léa-Roback.
- Bilodeau, A. et Potvin, L. (2018). Unpacking complexity in public health interventions with the Actor–Network Theory. *Health Promotion International*, 33(1), 173–181. doi: 10.1093/heapro/daw062
- Bourque, D. (2008). *Concertation et partenariat : entre levier et piège du développement des communautés*. Québec: Presses de l'Université du Québec.
- Brandsen, T. et Karré, P. M. (2011). Hybrid organizations: No cause for concern? *International Journal of Public Administration*, 34(13), 827-836. doi: 10.1080/01900692.2011.605090
- Callon, M. (1984). Some elements of a sociology of translation: domestication of the scallops and the fishermen of St Brieuc Bay (*The Sociological Review* (Vol. 32, p. 196-233).
- Callon, M. (1988). Introduction. Dans M. Callon (dir.), *La science et ses réseaux: genèse et circulation des faits scientifiques* (p. 7-32). Paris: La Découverte.
- Chircop, A., Bassett, R. et Taylor, E. (2015). Evidence on how to practice intersectoral collaboration for health equity: a scoping review. *Critical Public Health*, 25(2), 178-191. doi: 10.1080/09581596.2014.887831
- Commission des déterminants sociaux de la santé (2009). *Comblé le fossé en une génération : instaurer l'équité en santé en agissant sur les déterminants sociaux de la santé : rapport*



final de la Commission des Déterminants sociaux de la Santé. Genève: Organisation mondiale de la santé. Repéré à <https://apps.who.int/iris/handle/10665/44083>

- Demazière, D. (2007). Quelles temporalités travaillent les entretiens biographiques rétrospectifs ? *Bulletin of Sociological Methodology/Bulletin de Méthodologie Sociologique*, 93(1), 5-27. doi: 10.1177/075910630709300103
- Divay, G., Belley, S. et Prémont, M.-C. (2013). La collaboration intersectorielle : spécificités, questionnements et perspectives. Introduction : présentation du thème et des contributions à ce numéro spécial. *La revue de l'innovation : la revue de l'innovation dans le secteur public*, 18(2), 1-22.
- Duff, C. (2011). Networks, resources and agencies: On the character and production of enabling places. *Health & Place*, 17(1), 149-156. doi: 10.1016/j.healthplace.2010.09.012
- Frohlich, K. L. et Poland, B. (2007). Points of intervention in health promotion practice. Dans M. O'Neil, A. Pederson, S. Dupere & I. Rootman (dir.), *Health promotion in Canada* (2e édition^e éd., p. 347-360). Toronto, Ontario: Canadian Scholars.
- Galarneau, M., Bilodeau, A., Boucher, M., Lefebvre, C. et Potvin, L. (2017). La production des effets de l'action intersectorielle locale sur les milieux de vie : Le cas de la Table de quartier Hochelaga-Maisonneuve à Montréal (p. 69). Montréal: Centre de recherche Léa-Roback sur les inégalités sociales de santé de Montréal.
- Galarneau, M., Bilodeau, A., Chabot, C., Lefebvre, C. et Potvin, L. (2017). La production des effets de l'action intersectorielle locale sur les milieux de vie : Le cas de la Table de quartier Centre-Sud à Montréal (p. 79). Montréal: Centre de recherche Léa-Roback sur les inégalités sociales de santé de Montréal.
- Krieger, N. (2008). Proximal, Distal, and the Politics of Causation: What's Level Got to Do With It? *American Journal of Public Health*, 98(2), 221-230. doi: 10.2105/AJPH.2007.111278
- Lascombes, P. (2002). De l'utilité des controverses socio-techniques. *Journal International de Bioéthique*, 13(2), 68-79. doi: 10.3917/jib.132.0068
- Latour, B. (2006). *Changer de société, refaire de la sociologie*. Paris: La Découverte.
- Latour, B. et Stark, M. G. (1999). Factures/Fractures: From the Concept of Network to the Concept of Attachment. *RES: Anthropology and Aesthetics*(36), 20-31.
- Lefebvre, C., Bilodeau, A., Galarneau, M. et Potvin, L. (2017). La production des effets de l'action intersectorielle locale sur les milieux de vie : Le cas de la Table de développement social de Pointe-aux-Trembles à Montréal (p. 61). Montréal: Centre de recherche Léa-Roback sur les inégalités sociales de santé de Montréal.



Macintyre, S. (2000). The social patterning of exercise behaviours: the role of personal and local resources. *British Journal of Sports Medicine*, 34(1), 6-6. doi: 10.1136/bjsm.34.1.6

Organisation mondiale de la santé (OMS) (1986). *La Charte d'Ottawa pour la promotion de la santé*. Ottawa: Santé Canada et Association canadienne de santé publique. Repéré à <https://www.canada.ca/content/dam/phac-aspc/documents/services/health-promotion/population-health/ottawa-charter-health-promotion-international-conference-on-health-promotion/chartre.pdf>

Poland, B. et Dooris, M. (2010). A green and healthy future: the settings approach to building health, equity and sustainability. *Critical Public Health*, 20(3), 281-298. doi: 10.1080/09581596.2010.502931

Poland, B., Frohlich, K. L. et Cargo, M. (2008). Context as a Fundamental Dimension of Health Promotion Program Evaluation. Dans L. Potvin & D. McQueen (dir.), *Health Promotion Evaluation Practices in the Americas. Values and Research* (p. 299-317). New-York: Springer.

Potvin, L. et Aumaitre, F. (2010). Les partenariats : espaces négociés de controverses et d'innovations. Dans L. Potvin, M. Moquet & C. Jones (dir.), *Réduire les inégalités sociales en santé* (p. 318-325). Saint-Denis: Institut national de prévention et d'éducation pour la santé.

Sooman, A. et Macintyre, S. (1995). Health and perceptions of the local environment in socially contrasting neighbourhoods in glasgow. *Health & Place*, 1(1), 15-26. doi: [https://doi.org/10.1016/1353-8292\(95\)00003-5](https://doi.org/10.1016/1353-8292(95)00003-5)

Références locales

Action-Gardien - Table de concertation communautaire du quartier Pointe-Saint-Charles. (2005). Opération populaire d'aménagement : les Actes - Une invitation à imaginer le quartier. Montréal: Action-Gardien.

Comité de sécurité alimentaire d'Action-Gardien. (2009a). Analyse des prix des fruits et légumes dans le quartier Pointe-Saint-Charles, Août 2009. Montréal: Table Action-Gardien.

Comité de sécurité alimentaire d'Action-Gardien. (2009b). Les terrains du CN : une opportunité de répondre aux besoins en sécurité alimentaire du quartier de Pointe-Saint-Charles. Mémoire présenté par le Comité en sécurité alimentaire d'Action-Gardien. Montréal: Table Action-Gardien.

Comité de sécurité alimentaire d'Action-Gardien. (2010a). Document des participants : La Pointe en bouche, Forum sur l'accès aux aliments à Pointe-Saint-Charles, 2 octobre 2010. Montréal: Table Action-Gardien.



Comité de sécurité alimentaire d'Action-Gardien. (2010b). Mesure 1.2 : Programme de soutien au développement de la sécurité alimentaire dans la région de Montréal (Direction de Santé Publique). Initiative intégrée en sécurité alimentaire : bilan des activités réalisées au 31 mars 2010. Montréal: Table Action-Gardien.

Comité de sécurité alimentaire d'Action-Gardien. (2010c). Propositions issues du forum « La Pointe en bouche ». Montréal: Table Action-Gardien.

Comité de sécurité alimentaire d'Action-Gardien. (2012). Mesure 1.2 : Programme de soutien au développement de la sécurité alimentaire dans la région de Montréal (Direction de Santé Publique). Initiative intégrée en sécurité alimentaire : bilan 2008-2012. Montréal: Table Action-Gardien.

Comité de sécurité alimentaire d'Action-Gardien. (2013). Mesure 1.2 : Programme de soutien au développement de la sécurité alimentaire dans la région de Montréal (Direction de Santé Publique). Initiative intégrée en sécurité alimentaire : bilan 2012-2013. Montréal: Table Action-Gardien.

Conseil des Montréalaises. (2010). Compte rendu de la Rencontre d'analyse et de discussion sur l'accessibilité en matière de transport collectif le jeudi 25 mars 2010. Montréal: Conseil des Montréalaises.

Direction de la santé publique de Montréal. (2006). Les disparités dans l'accès à des aliments santé à Montréal : Une étude géomatique (2006/09^e éd.). Montréal: Agence de la santé et des services sociaux de Montréal : Santé publique.

Direction de la santé publique de Montréal. (2007). Les disparités dans l'accès à des aliments santé à Montréal : Le CSSS du Sud-Ouest-Verdun (2007/10^e éd.). Montréal: Agence de la santé et des services sociaux de Montréal : Santé publique.

Direction de la santé publique de Montréal. (2008). Cadre de référence pour le soutien au développement de la sécurité alimentaire dans la région de Montréal 2008-2012. Montréal: Agence de la santé et des services sociaux de Montréal : Santé publique.

Direction de la santé publique de Montréal. (2012). Résultats du sondage –Autobus 71 (Pointe St-Charles). Montréal: Direction de la santé publique de Montréal.

Fournier, V. (2012, 04/12). L'arrondissement se veut plus vert : un règlement d'urbanisme à l'heure du développement durable. *La Voix Pop*. Repéré à https://nouveau.eureka.cc/PdfLink/NLvBq4JCnVLXJYyhP-7iP23b_bpBygcfHOMappP89pnwHgBQs4xw85eQyWU6PXhxZr-OHvYr-3w1

Gauvin, J. L. (2006). Développement de la sécurité alimentaire à Pointe St-Charles ... Toute une histoire. Montréal: Table Action-Gardien.



Kruzynski, A. (2008, 02/22). Invitation à signer une lettre ouverte sur le manque de service sur la ligne d'autobus 57 à Pointe Saint-Charles. *La Pointe Libertaire*. Repéré à <http://archive.lapointelibertaire.org/node/468.html>

La Pointe Libertaire. (2009). 3 mois sans métro pour si peu d'amélioration. Repéré le 2020/08/18 à <http://archive.lapointelibertaire.org/node/987.html>

Office de consultation publique de Montréal. (2009). Projets de règlements P-09-036 et P-04-047-84 : Projet de redéveloppement du site des anciens ateliers du CN à Pointe-Saint-Charles. Rapport de consultation publique. Montréal: Office de consultation publique de Montréal.

Opération populaire d'aménagement d'Action-Gardien. (2014). Compilation du sondage STM « OPA : Vos commentaires et suggestions pour améliorer la desserte en transport en commun à Pointe-Saint-Charles ». Montréal: Table Action-Gardien.

Opération populaire d'aménagement d'Action-Gardien. (2015). Comité OPA- Compte-rendu de la Rencontre du lundi 7 mars 2011 à 19h30. Montréal: Table Action-Gardien.

Participant #1. (2019). Entretien sur les projets d'implantation de la ligne 71 et de la tarification sociale tenu le 01-08-2019 *Valeur de l'action intersectorielle locale dans la production des environnements favorables à la santé*. Montréal: Chaire Approches Communautaires et Inégalités de Santé.

Participants #2. (2019). Entretien sur le projet d'implantation de la ligne 71 tenu le 05-12-2019 *Valeur de l'action intersectorielle locale dans la production des environnements favorables à la santé*. Montréal: Chaire Approches Communautaires et Inégalités de Santé.

Secrétariat aux enquêtes Origine-Destination métropolitaines. (2009). Enquête origine-destination 2008 : la mobilité des personnes dans la région de Montréal. Montréal: Agence métropolitaine de transport, Société de transport de Montréal, Réseau de transport de Longueuil, Société de transport de Laval, Association québécoise du transport intermunicipal et municipal, ministère des Transports du Québec et ministère des Affaires municipales, des Régions et de l'Occupation du territoire.

Société de transport de Montréal. (2007). « *La STM propose le transport en commun* » : Plan de développement des réseaux 2007-2016 de la STM. Communication présentée au 42e Congrès annuel de l'AQTR.

Société de transport de Montréal. (2010). Se donner les moyens d'assurer la réussite du transport collectif : Mémoire présenté dans le cadre des consultations prébudgétaires



2010-2011 du ministère des Finances du Québec. Montréal: Société de transport de Montréal,.

Table Action-Gardien. (2009a). Analyse de la desserte du transport en commun dans le quartier de Pointe-Saint-Charles. Montréal: Table Action-Gardien.

Table Action-Gardien. (2009b). Assemblée publique sur la fermeture du métro Charlevoix tenue le 27 mai 2009 à 19h00 à la Maison Saint-Columba : Procès-verbal. Montréal: Table Action-Gardien.

Table Action-Gardien. (2009c). Compte-rendu de l'assemblée publique sur la fermeture du métro Charlevoix - 27 mai 2009. Montréal: Table Action-Gardien.

Table Action-Gardien. (2010). La Pointe en bouche : Forum sur l'accès aux aliments à Pointe-Saint-Charles, 2 octobre 2010 *Document remis aux participants*. Montréal.

Table Action-Gardien. (2012). La Pointe en bouche : pour un meilleur accès aux aliments. Montréal.

Table Action-Gardien. (2013). Rapport synthèse sur les artères commerciales et les services de proximité à Pointe-Saint-Charles. Montréal: Table Action-Gardien.

Ville de Montréal. (2020). Revitalisation urbaine intégrée. Repéré le 2020/08/20 2020 à http://ville.montreal.qc.ca/portal/page?_pageid=8258,90445600&_dad=portal&_schema=PORTAL



ANNEXE 1 – CUEILLETTE DE DONNÉES

Deux types de données ont été collectés.

- 1) La principale source de données était constituée de documents écrits : documents administratifs, documents gouvernementaux et médias (voir le Tableau 10 pour plus de détails). Figée dans la temporalité de leur création, l'étude de ces documents permet de restituer les détails fins de chaque cas, d'identifier les événements critiques du processus et de produire une première modélisation qui consiste en la chronologie du système d'action.
- 2) Ces chronologies ont été utilisées pour préparer et mener des entretiens individuels approfondis avec les acteurs clés de ces événements. Les entretiens ont été utilisés comme une source secondaire de données pour valider et compléter l'analyse documentaire, en suivant la logique de reconnaissance et de validation des événements plutôt que leur réminiscence (Demazière, 2007).

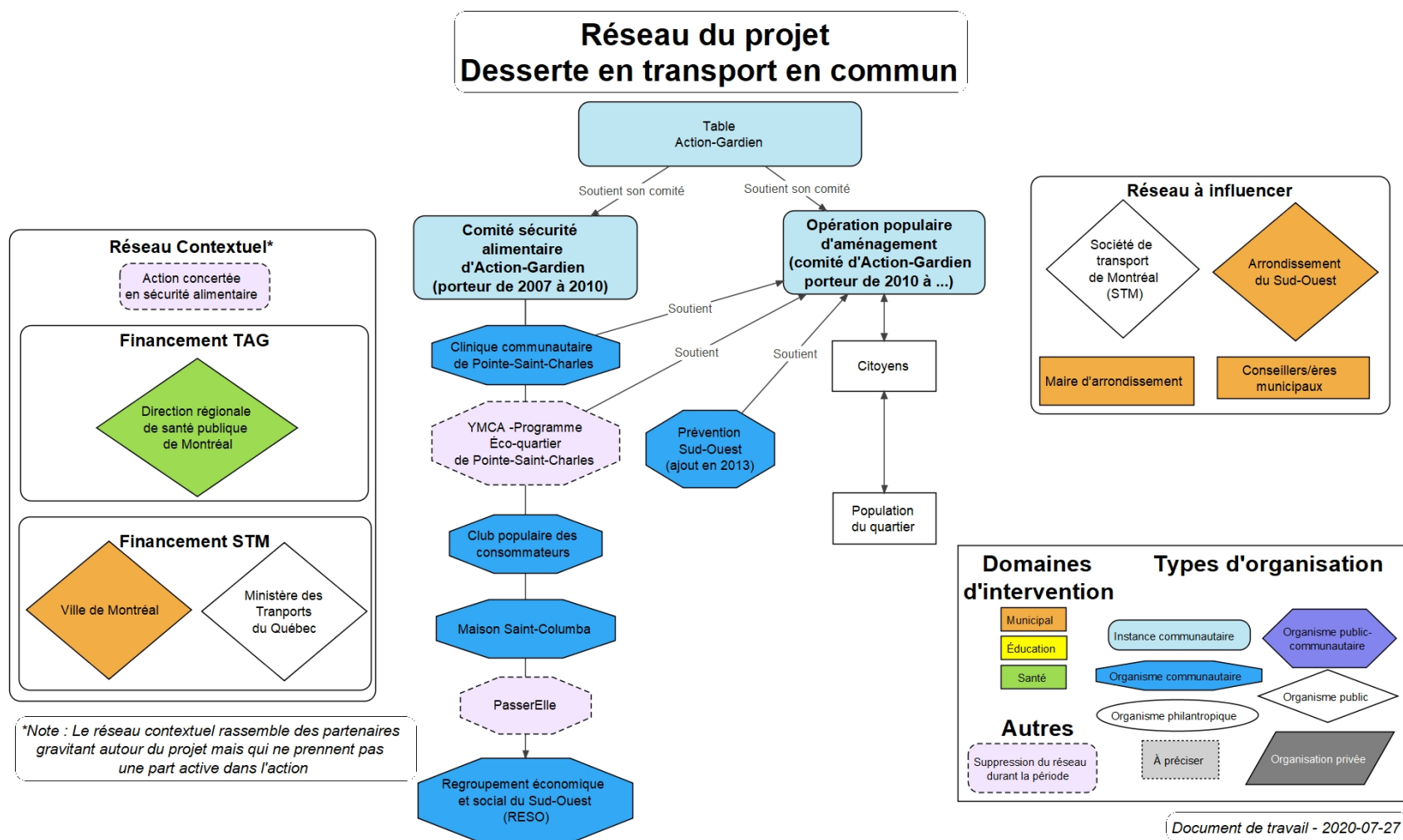
Le Tableau 10 présente l'ensemble des données collectées. En outre, des entretiens individuels ou collectifs, ou des lectures commentées par les mêmes acteurs, ont été utilisés pour valider l'interprétation des événements critiques en termes de résultats transitoires.

Tableau 10 Types et distribution des sources pour le cas desserte des commerces alimentaires en transport en commun

Types et distribution des sources		Quantité consultée
Documents administratifs	Procès-verbaux de rencontres	89
	Plans d'action et bilan d'activités	36
	Correspondence (courriels et lettres)	8
	Documents de travail	25
Médias	Articles de journaux et communiqués de presse	20
	Documents et pages web de présentation des projets	14
	Bulletins, infolettres et publications sur les réseaux sociaux	8
	Politiques gouvernementales et lois	-
	Entretiens individuels (1h30-2h chacun)	3
	Autres sources*	22
* Par exemple : des notes d'observation, des sites web autres que ceux directement liés aux projets, de la littérature grise telle que des rapports institutionnels, des livres, des vidéos d'événements tels que des conseils d'arrondissement ou des réunions de conseil d'administration.		



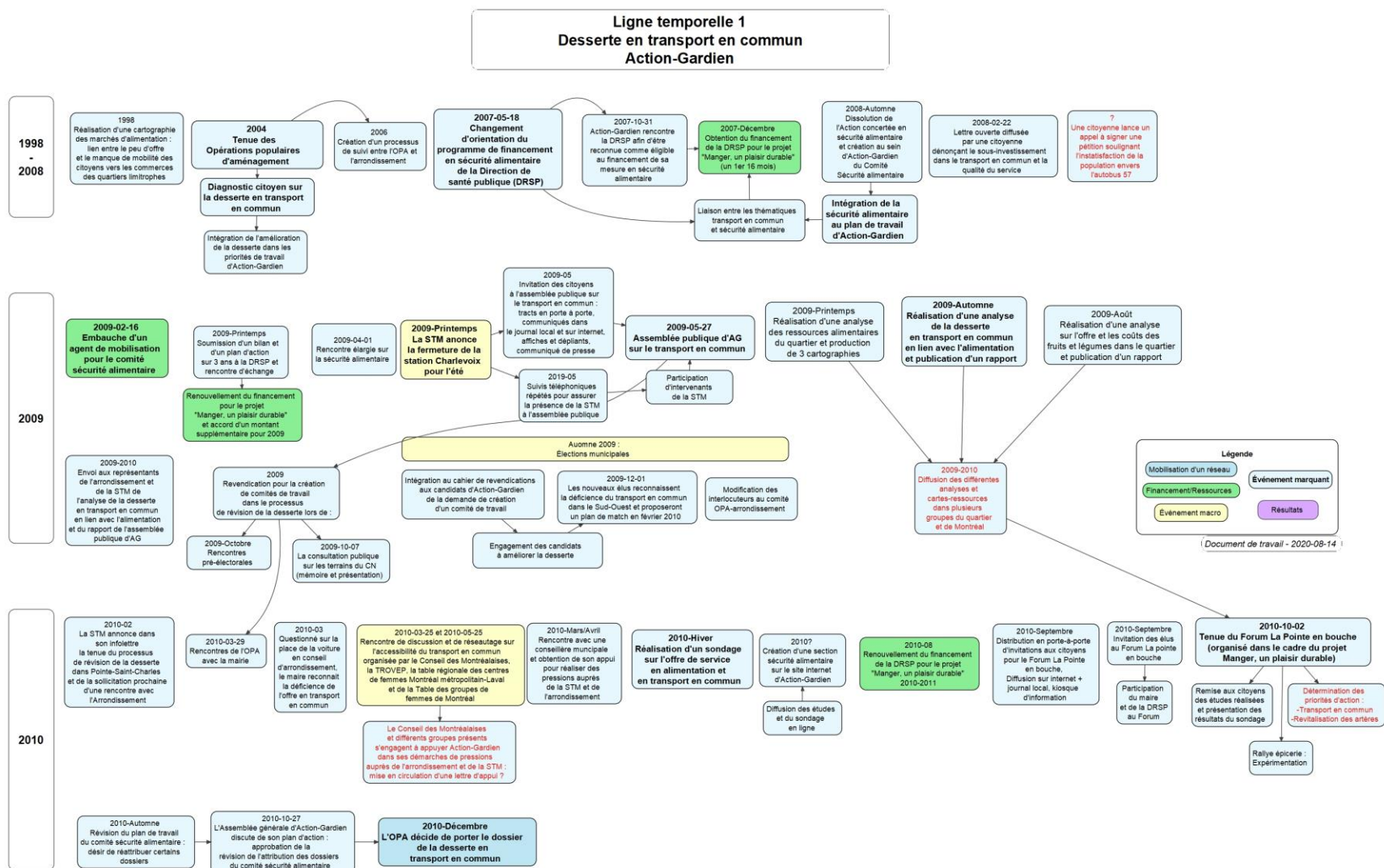
ANNEXE 2 – CARTOGRAPHIE DES ACTEURS



Document de travail - 2020-07-27



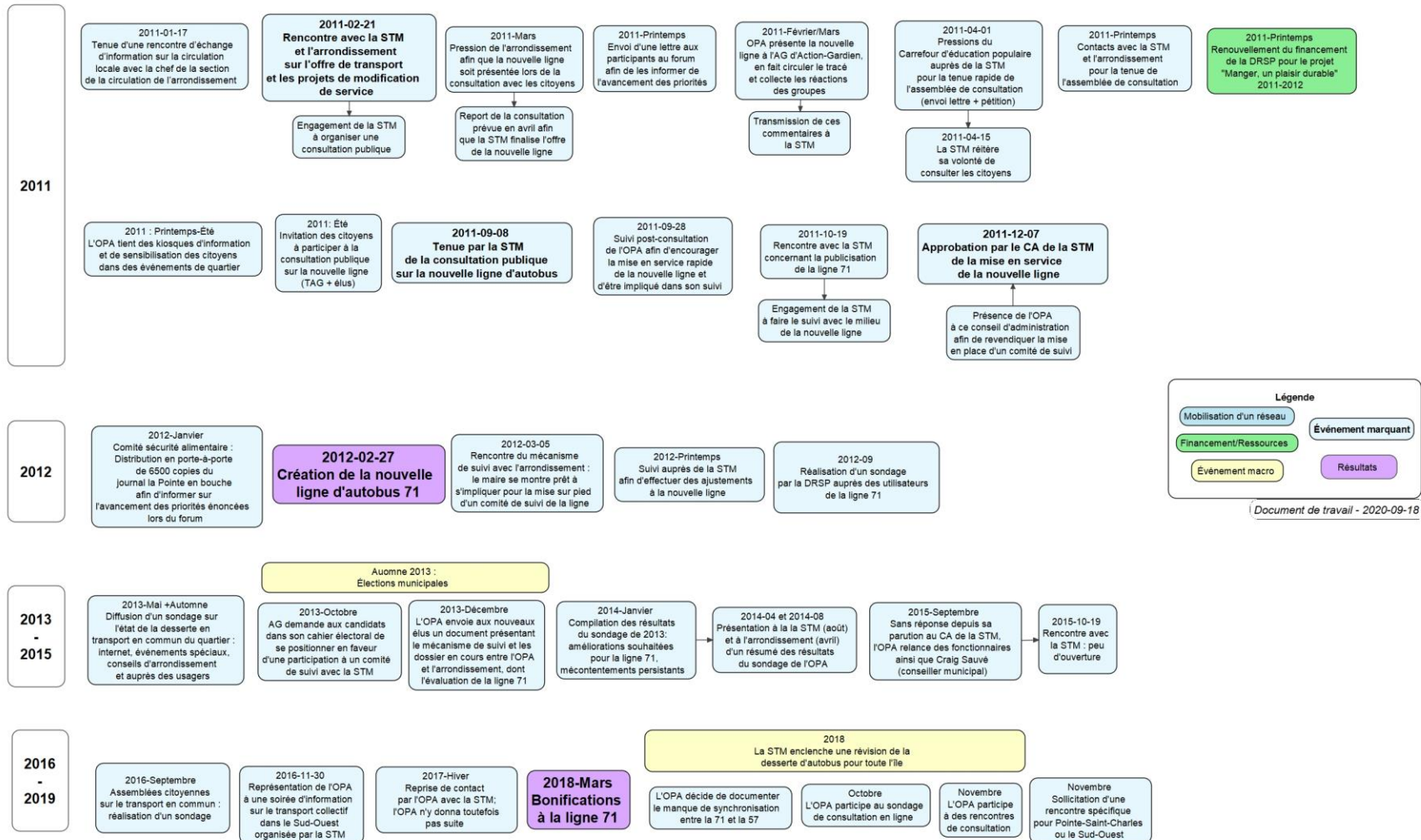
ANNEXE 3 – LIGNES DU TEMPS DU PROJET



La production des effets de l'action intersectorielle locale dans les milieux de vie



Ligne temporelle 2 Desserte en transport en commun Action-Gardien



La production des effets de l'action intersectorielle locale dans les milieux de vie

